0e Année. — N° 172. — 10 Avril 1934. Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

QUELQUES PRINCIPES DU SYNDICALISME

par J. BARRUÉ

Carnet de route d'un délégué français en U.R.S.S.

(fin)

La vie ouvrière russe - Conclusions

par Paul DHERMY

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

LA FIN DE LA GREVE DU LIVRE

DE BORDEAUX

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'Eau — PARIS (Xe)

Conditions d'abonnement

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.

EXTERIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à *LOUZON, avenue Fragonard, Cannes (A.-M.)*

Celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à *CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (Xe)*

Celle relative à l'administration à *BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (xe)*

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

Les Faits de la Quinzaine
Un « gâteau » plus gros n'entraîne pas une part plus grosse pour le travailleur. — Une autre illusion ..... R. L.

Notes sur l'U.R.S.S.
En marge du XVIIe Congrès (suite) ..... M. Yvon

Quelques principes du syndicalisme ..... J. Barrué

La déclaration de 40 habitants de Cleyzieu

Parmi nos lettres
L'opinion des jeunes. — Ils nous bourrent le crâne même dans nos « loisirs ». — Les « syndicats » de cultivateurs. — Conservons notre vocabulaire, le seul vrai.

Carnet de route d'un délégué ouvrier en U.R.S.S. (suite et fin) ..... P. Dhermy

La Renaissance du Syndicalisme
La grève du Livre à Bordeaux.. J. Barrué
Rénovation de l'économie nationale et états généraux du travail (lettres de Delesalle, Guéneau, Boulay) ..... M. Ch.

Réflexions d'un prolétaire en lisant les Commentaires de M. J.-R. Bloch ..... D. Attruia

A Stains, les « purs » contre l'unité ..... M. Ch.

Faits et Documents
Le « plan » de Man. — La situation du parti socialiste en Suède. — L'inflation hitlérienne. — Le déficit du budget mussolinien.

Entre Nous

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Un "gâteau" plus gros n'entraine pas une part plus grosse pour le travailleur

Il est, actuellement, une illusion à la mode. On dit : pour améliorer la situation du travailleur, accroître sa part de « gâteau », il faut accroître le gâteau. Au lieu de lutter contre le capitaliste pour accroître la part des ouvriers aux dépens de la sienne, que les ouvriers coopèrent avec lui pour ramener l'époque de la « prospérité ». Au moyen de quelques bonnes réformes, remettons la machine capitaliste en pleine marche ; que la richesse générale s'accroisse, et les travailleurs verront ipso facto *accroître leur part. Telle est la nouvelle forme que prend la vieille histoire de l'« intérêt général ».*

Soutenir pareille énormité, dénote non seulement une candeur extraordinaire, mais une ignorance incroyable des faits les plus patents.

Admettons — ce que d'ailleurs je ne crois pas — que les réformes proposées permettent un accroissement des richesses, c'est-à-dire un accroissement de la productivité du travail humain, cet accroissement ne pourra tout de même être, on en conviendra, que passablement faible, comparativement à celui que procure le moindre progrès technique. Or a-t-on jamais vu un progrès technique aboutir à une augmentation de la part du travailleur ? Depuis 150 ans, la productivité du travail humain a sans doute plusieurs fois centuplé. L'homme est capable de produire aujourd'hui, dans une journée de travail, au moins cent fois plus de produits, cent fois plus de richesses qu'il y a un siècle. Est-ce que l'ouvrier, le salarié, le prolétaire a pour cela cent fois plus de biens à consommer qu'il y a un siècle ? Le « gâteau » s'est accru dans des proportions formidables ; la part du travailleur est restée la même : la portion congrue.

Si l'on veut s'en tenir à l'histoire la plus récente, qu'on se rappelle les accroissements élevés de productivité que les « rationalisateurs » des années 26, 27 ont obtenu. Cette augmentation de productivité subsiste ; le « gâteau » produit au cours de chaque journée de travail s'est accru et reste accru ; la part du travailleur en a-t-elle été augmentée ? Le niveau de vie de celui-ci est-il plus élevé aujourd'hui qu'il y a dix ans ?

Ce qui fait illusion, c'est que dans la courte période de « haute conjoncture » qui précède les crises, et qui est, en effet, un moment où le « gâteau » est considérable, la part des travailleurs s'accroît en effet. Les salaires réels des travailleurs étaient évidemment sensiblement plus élevés en 28 ou en 29 qu'aujourd'hui, et un beaucoup plus grand nombre de travailleurs touchait un salaire. Mais cela ne provenait pas de ce que le « gâteau » était plus gros ; cela provenait de ce que, du fait de la réduction du chômage à son minimum, les patrons obligés, plus ou moins, de se disputer les ouvriers étaient amenés à leur consentir des salaires plus élevés. Le sort meilleur des travailleurs à la veille des crises ne provient pas de ce que le « gâteau » est plus gros, mais de ce que les travailleurs se trouvent dans des conditions plus favorables pour lutter, pour exiger une plus grosse part du « gâteau ».

Toute « réforme » qui se contente de permettre un accroissement de la production des richesses, mais qui n'améliore pas les conditions de lutte des ouvriers, est donc absolument inopérante. En admettant que des « réformes » soient possibles, il ne peut y avoir de réformes utiles aux travailleurs que celles qui les mettent en meilleure posture pour lutter, en meilleure position pour pouvoir obtenir une meilleure « répartition » des richesses. Il est impossible d'escamoter, comme nos néos-réformateurs voudraient nous le faire croire, la question capitale, la question unique : celle de la « répartition ». Pas plus qu'on ne peut éviter la lutte de classes, qui a précisément pour objet cette « répartition ».

Une autre illusion

Il est une autre illusion : celle qui consiste à croire que par des moyens appropriés, par quelques « réformes » plus ou moins savantes, on peut faire disparaître le chômage du monde capitaliste.

Illusion ! car l'existence du chômage, la présence continue d'une importante « armée de réserve industrielle » est indispensable au fonctionnement même de la production capitaliste, tant du moins que celle-ci n'est pas arrivée à un état de stagnation complète, tant que les progrès techniques la vivifient et la renouvellent chaque jour. Car il faut pour pouvoir suivre le progrès technique que les capitalistes aient toujours sous la main un réservoir d'ouvriers disponibles de tous les métiers, afin de pouvoir y puiser à tout moment ceux de la spécialité correspondant aux branches de production auxquelles une nouvelle invention ou un nouveau débouché donne tout à coup de l'essor, tandis qu'on y rejettera ceux que cette invention, ou une autre, rendra pour le moment inutilisables. Comme dit Marx, « la production d'une population en excédent sur les besoins moyens de mise en valeur du capital est une condition vitale de l'industrie moderne ».

La preuve, c'est que dès que l'armée des chômeurs se réduit, dès que, dans les années de « prospérité », elle atteint son minimum, la crise se produit : le capitalisme ne peut plus fonctionner.

Le chômage, non seulement le chômage de crise, mais le chômage endémique, le chômage qui subsiste même dans les moments de haute conjoncture, n'est pas, comme on a trop de tendances à le dire, un phénomène spécial à notre époque. Il s'est produit sans discontinuer depuis les débuts du capitalisme. S'il apparaît davantage aujourd'hui, c'est uniquement parce qu'aujourd'hui il y a, à la différence d'autrefois, ...des statistiques.

R. L.

NOTES SUR L'U.R.S.S.

En marge du XVIIe Congrès

(suite)

Continuons à glaner.

Le nombre des employés et fonctionnaires. — *Sur 21.883 millions de travailleurs (non compris les paysans) il y a 8 millions de fonctionnaires et employés, c'est-à-dire qu'il y a plus d'un employé pour deux ouvriers ! Nous ne nous étonnerons donc plus qu'une si faible partie du produit du travail de l'ouvrier lui soit remise, et que, s'étant débarrassé des parasites bourgeois, celui-ci en soit cependant réduit à un niveau de vie plus bas que celui d'avant-guerre.*

Mais que font ces innombrables employés et fonctionnaires ? Ce sont eux qui, dans une « économie dirigée », mettent en chiffres toute la vie du pays. Ils le font si complètement que chaque citoyen de l'U.R.S.S. ne peut plus manifester qu'une seule vertu : celle d'étouffer dans le berceau toutes ses initiatives et ses désirs imprévus ; au cas contraire la grande machine sociale grincerait et l'écraserait.

Notons que la caste privilégiée bureaucratique n'est qu'une partie de ces 8 millions d'individus ; les autres, petits employés ou fonctionnaires, n'ont qu'un niveau de vie souvent inférieur même à celui des ouvriers

*
* *

Quelques « beautés » avouées de l'économie dirigée. — *Tout d'abord, le plan, élaboré par le Centre, prévoyait la reconstruction complète de l'usine métallurgique « Vorochiloff » dans le Donetz ; on mit au point de nombreux projets de transformation, puis on décida que ce ne serait pas avantageux et qu'il valait mieux ne rien entreprendre du tout ; mais pendant ce temps l'usine avait profité de la situation embrouillée créée par cette discussion interminable dans les organes centraux de l'industrie, pour construire un vaste atelier de fours Martin, commander et recevoir un outillage de plusieurs centaines de milliers de roubles. Quand le Centre s'en aperçut, il arrêta les travaux en cours. L'outillage, devenu inutile, n'en avait pas moins été exécuté.*

Pendant la période de 1930-31-32, les grandes usines métallurgiques Dzerjinsky et Makéievky furent dotées, au cours de discussions passionnées, de dix projets différents et successifs de transformation et de reconstruction générales des usines, ces projets s'annulant à tour de rôle.

Dans l'Oural, à Taghilsk, le système d'organisation des travaux de construction d'immenses usines fut changé 9 fois en 26 mois, par ordre du Centre ; aucun des systèmes imposés ne vécut plus de 6 mois.

L'usine Pétrovsky, après avoir dépensé 90 millions de roubles pour la modernisation de ses hauts-fourneaux, produisait beaucoup moins de fonte qu'avant sa reconstruction.

Dans le textile, on élabore parallèlement 2 plans différents : l'un, réduit, qu'on présente à l'organe supérieur, et l'autre, accru, qu'on impose aux trusts et usines sous leurs ordres. C'est là un exemple du système D., fort courant dans l'économie soviétique pour stimuler l'organe subordonné et contenter sans peine l'organe supérieur.

Ces exemples sont caractéristiques d'une situation absolument générale ; ils se rencontrent à tous les échelons, depuis le Dniéprostroï — dont on ne peut toujours pas utiliser les 8/9 de l'énergie électrique qu'il est susceptible de produire — jusqu'au plus petit atelier de province.

*
* *

L'éternel « mea culpa » des vaincus. — *Depuis des années, à chaque grande manifestation du parti (conférence, congrès), les vaincus des diverses oppositions viennent faire amende honorable. Ils n'y ont pas manqué cette fois. Leur chœur se compose de 3 groupes :*

Primo : *ceux qui se sont déjà presque tirés d'affaire et ont de « bonnes situations », comme le commissaire du peuple adjoint à l'industrie lourde Piatakov, et Boukharine qui vient d'être nommé rédacteur en chef des Izvestia ; ceux-ci encensent largement Staline, rappellent leurs fautes passées et se permettent de parler un peu de la politique du jour en l'approuvant, évidemment.*

Secondo : *le gros de la troupe : Kamenev, Zinoviev, Rikov, Tomsky, Préobrajensky qui, après l'encensement obligatoire du grand maître, se « flagellent » oralement, et implorent un pardon qu'on est bien long à leur accorder. Les malheureux s'aplatissent autant qu'il est possible devant le vainqueur ; il semble que chacun veuille paraître plus plat que les autres.*

Tertio : *les nouveaux venus : Sosnovsky et Rakovsky que les souffrances morales et physiques de plusieurs années d'exil ont vaincu. Ils font tous deux savoir, par un court télégramme, qu'ils capitulent, mais ils n'encensent point le vainqueur et ne s'avilissent pas. Ils cèdent à la force et pour nous, qui savons ce qu'est la répression stalinienne, nous n'avons pas le cœur de le leur reprocher ; nous espérons seulement qu'ils s'arrêteront là et n'échangeront pas leur rôle de héros pour celui de valet.*

Afin de donner une idée de « l'art de se reconnaître coupable », si répandu maintenant en U.R.S.S. à tous les échelons de la société, nous traduisons ci-après quelques passages des récents discours d'anciens oppositionnels :

RIKOV. — « ...Je me représente très clairement que ma ligne de conduite doit être telle, tant dans mon travail que dans le parti, qu'elle me garantisse de tout reproche. Et si pourtant quelques reproches se faisaient jour, il serait clair que je suis coupable ; il y aurait certainement quelque chose que j'aurais mal fait et ma tâche serait alors de redoubler d'ardeur dans l'expiation de mes fautes jusqu'à ce que disparaisse tout soupçon à mon égard. Je ne dois conserver pas plus de traces de mes vieilles déviations opportunistes que de ressentiment pour avoir été si bien battu. Je dois dire qu'on avait toutes les raisons pour m'abaisser beaucoup plus même qu'on ne l'a fait... »

TOMSKY. — « ...J'ai le devoir de dire que l'opposition de droite attaquait le camarade Staline seulement (*sic*) parce qu'il était le plus brillant et le plus conséquent des élèves de Lénine, en même temps que le plus vigilant et le plus prévoyant, parce qu'il guidait le parti le plus fermement dans la juste voie léniniste, qu'il avait la main la plus lourde pour nous et qu'il était dans la théorie comme dans la pratique le plus capable... »

PRÉOBRAJENSKY. — « ...Et si, dans son temps, un vieil ouvrier me disait « vote pour Lénine — tu ne te tromperas pas », maintenant je dis hardiment « vote pour Staline — tu ne te tromperas pas ».

Ajoutons que le cas des Rikov, Tomsky et Cie ne leur est pas spécial, car à tous les degrés (à l'atelier comme au bureau) on oblige maintenant tous ceux (communistes ou non) qui ont commis le plus léger péché envers la « ligne générale », à faire immédiatement leur mea culpa *public s'ils veulent conserver leur gagne-pain — quitte à dire en eux-mêmes, en descendant de la tribune :* « et pourtant elle tourne ! »

M. YVON.

N.B. — Rappelons que tous les chiffres et informations cités dans les notes de la quinzaine dernière et dans celles-ci sont pris dans les comptes-rendus des discours des dirigeants bolchevicks au XVIIe congrès, tels qu'ils ont été donnés par la *Pravda* et les *Izvestia*. Entre autres : les chiffres sur l'état du cheptel et le nombre des ouvriers et employés sont tirés du discours de Staline ; les faits relatés sur les « beautés de l'économie dirigée » viennent du discours du président de la Commission centrale de contrôle du Parti russe Roudzoutak ; les chiffres sur l'augmentation de la consommation en 1937 du discours de Molotov.

Une seule exception : les chiffres de la ration actuelle à Moscou, mais qui ne sont, hélas ! un secret pour personne, à Moscou. — M. Y.

A PROPOS DE " AU SYNDICAT LE POUVOIR "

Quelques principes du syndicalisme

Le manifeste de la *Révolution Prolétarienne* a causé quelque étonnement. Au Syndicat, le pouvoir !... Depuis si longtemps le syndicalisme avait l'habitude d'être traité en parent pauvre par les divers partis qui le dirigent, depuis si longtemps des politiciens philanthropes prenaient la peine de penser pour lui et l'assuraient de son impuissance « historique » à marcher sans lisières, qu'une pareille revendication a pris l'allure d'une boutade. Songer que parler de l'indépendance du syndicalisme vous rend suspect, qu'attacher quelque prix à l'unité syndicale fait sourire les malins ! Evoquer ce qu'on pourrait appeler dans le jargon orthodoxe « le rôle dirigeant » du syndicalisme paraît alors bien osé !

Il y a syndicalisme et syndicalisme

Le syndicalisme — ainsi que bien des mots en « isme » ! — est un vocable qui a beaucoup servi. Comme les termes philosophiques dont se gaussait A. France, il a, en passant de mains en mains, perdu son antique éclat.

Le " néo-syndicalisme " ou une vieille grue prise pour une ingénue

Les syndicalistes de 1905 contempleraient avec stupeur les néo-syndicalistes de 1934 ; de Griffuelhes à Montagnon, quelle chute ! De nos jours, qui n'est pas peu ou prou « syndicaliste » ? La bourgeoisie et les partis qui en sont l'expression politique ont compris que, pour ruiner une idée, mieux valait l'adopter, la vider de son contenu, l'affubler de nouveaux oripeaux, que la combattre par la force. Débarrassé de toute substance révolutionnaire on a pu exhiber le syndicalisme dans les antichambres ministérielles et les derniers salons où l'on cause. Un syndicalisme bénin, bénin, qui ne veut point transformer l'Etat mais en devenir un rouage officiel, qui accepte de participer à la gestion des affaires, qui collabore à la bonne marche du régime et qui apporte aux équipes usées et désabusées un peu de sang nouveau et beaucoup d'ardeur au travail. Ce syndicalisme s'occupera certes de ses adhérents mais sans jamais dépasser le cadre corporatif ; il n'essaiera pas d'intervenir brutalement dans la politique ; par le canal d'une bureaucratie hautement considérée il assurera le maintien de l'ordre parmi la foule des syndiqués. Et dans le cadre national, ce sera l'épanouissement de l'Etat fort : ordre et autorité.

Ce ne sont pas, hélas ! de simples plaisanteries. Il semble que l'exemple des autres pays fasse rêver bien des syndicalistes « type 1934 ». Les Etats forts qui se sont constitués se sont bien gardés de détruire les syndicats : ils ont simplement extirpé jusqu'à la racine la mauvaise herbe syndicaliste. En U.R.S.S., en Italie, en Allemagne le syndicalisme, groupant la totalité des travailleurs — j'allais dire : enrégimentant... — est devenu un organe d'exécution dans l'Etat. Il participe à la direction de l'Etat dans la mesure où une roue dentée participe à la marche d'une horloge ; l'impulsion vient de plus haut : parti dirigeant, caste dirigeante. Cette intégration totale du syndicalisme dans l'Etat « quel qu'il soit » (n'est-ce-pas, Leipart ?) fut dans certains cas l'aboutissement logique de ce corporatisme étriqué dont l'A.D.G.B. allemande restera le triste exemple. Quand le 10 mai 1933, Ley annonçait : « *Les syndicats tels qu'ils étaient hier ne renaîtront plus ; ils devront être autre chose* », il reprenait à son compte le nouveau syndicalisme dont les bureaucrates de l'A.D.G.B. se faisaient depuis deux mois les apôtres intéressés. Je rappellerai simplement cette réponse à l'industriel Siemens (22 mars) proclamant la volonté des syndicats de ne jouer aucun rôle direct dans la politique et cette déclaration parue dans l'organe du Syndicat des métallurgistes (1er avril) se ralliant à l'idée d'une organisation syndicale unique sous le contrôle de l'Etat.

Nous avons là l'exemple le plus parfait d'un « syndicalisme » (si on peut dire !) abdiquant devant l'Etat dont il devient un rouage essentiel et liant la classe ouvrière au destin de la bourgeoisie. La bureaucratie syndicale devenue officielle s'interpose à chaque instant entre le prolétariat et l'Etat : négation totale de ce que le syndicalisme appelait l'action directe. Aurions-nous atteint ce stade supérieur de la civilisation qu'annonçait en 1906 ce farceur de Rappoport, guesdiste 100 %, lorsqu'il disait au congrès socialiste : « *L'action directe était bonne du temps de la barbarie ; mais maintenant l'action indirecte domine notre action* » ?

Et en France, l'idée d'une syndicalisme incorporé à l'Etat, définitivement domestiqué, fait son chemin. Un tas de braves gens — oh ! tout à fait « à gauche » — s'extasient devant le fascisme italien que Montagnon appelle « *ce genre de corporatisme développé qui semble correspondre d'ailleurs à une évolution actuelle générale* ». Evoquant son travail au Conseil Economique de la C.G.T. et « *le grand projet de syndicalisation des industries* », le même Montagnon, enthousiaste d'économie dirigée, s'écrie indigné : « *Mussolini et Hitler nous ont volé une partie de ce programme syndicaliste* ». S'il veut un Etat fort, il veut aussi le réorganiser et « *apporter nos grandes solutions d'ordre syndical, syndicalisation des industries, dans le cadre de cette économie dirigée* ».

Sans aller aussi loin, sans appeler de ses vœux un « Etat fort », la C.G.T. a depuis plusieurs années imprudemment frayé le chemin à cette abdication du syndicalisme. La C.G.T. — je veux dire ici, les personnages semi-officiels qui parlent en son nom — revendique une part dans la gestion des affaires de ce pays. Elle offre ses solutions, indique des remèdes à la crise et tente le sauvetage improbable d'un régime chancelant. Quand elle organise une campagne dans le pays, elle commence à s'assurer le concours des organisations de « gauche », car — vous l'ignorez peut-être ! — le syndicalisme qui ne suffit pas à tout ne se suffit pas à lui-même ! Elle réclame un parlement économique qui se superposerait au parlement politique et mêle, en un déplorable confusionisme, la défense des libertés « républicaines » et de la démocratie traditionnelle avec la sauvegarde des libertés syndicales. Ce manque de confiance du syndicalisme en lui-même, cette tendance à s'intégrer dans l'Etat, à devenir un organisme officiel dans le cadre du régime, apparaissent à certains comme le fin du fin d'une politique réaliste. Avez-vous remarqué comme, depuis quelques années, on abuse des termes « réaliste, constructif, dynamisme, objectifs concrets », etc... ? Il semble que le syndicalisme, jadis attaché à la suppression du salariat et à la destruction de l'Etat oppressif, veuille se faire pardonner cette fièvre de jeunesse et cherche à se concilier les gens importants et pondérés. On met au rancart tout ce que le so-

cialisme contenait de « castatrophique » ; la conception de « grève générale », de cette grande bataille qui opposait comme deux armées combattantes le prolétariat et la bourgeoisie, fait sourire les « syndicalistes à la page » ; l'idée d'un syndicalisme formant un Etat dans l'Etat et s'opposant irréductiblement, sans personnes interposées, « directement » au régime capitaliste paraît terriblement « primaire » : ce qui importe, c'est de « réaliser quelque chose », de faire « du nouveau », d'« apporter des solutions ». Néo-socialisme et néo-syndicalisme sont torturés par cette crainte puérile qu'on puisse les prendre pour des romantiques et des chambardeurs. Il faut construire à tout prix, ne pas se présenter « les mains vides ». Quant à détruire... ma foi, on n'en parle plus !

L'influence consciente ou inconsciente du corporatisme fasciste dans cette idéologie est évidente : une sympathie manifeste éclate dans les discours de Montagnon et dans l'article de *Vu* signé Roger Francq ! Mais qu'on ne croie pas surtout qu'il s'agisse d'idées très neuves : pour piper la jeunesse et les gens épris de dynamisme on a rapetassé tant bien que mal d'antiques conceptions. Se souvient-on encore — après tant d'événements — d'un mouvement lancé à la fin de la guerre et qui connut en 1919 un certain succès ? Je veux parler de la « Démocratie Nouvelle » de Lysis. Relisez l'ouvrage intitulé *Vers la Démocratie nouvelle* (Payot, 1917, des pages censurées). Vous y retrouverez l'essentiel des critiques néo-socialistes contre le marxisme et « *ses dogmes d'histoire sainte* ». Mieux : un chapitre tout entier est consacré à la « *représentation économique* » et à la nécessité « *de classer et d'organiser les électeurs par profession* ». Lysis insiste complaisamment sur le rôle immense des syndicats :

« *L'organisation ouvrière,* dit-il, *ne sera vraiment puissante que le jour où elle groupera dans ses syndicats les salariés de toutes les professions sans distinction de partis ou de religions, en se maintenant sur le terrain de leurs intérêts corporatifs. La nouvelle mentalité de la classe ouvrière doit être exclusivement économique et réaliste* ».

Et Lysis rêve lui aussi d'une participation du prolétariat à la gestion de la bourgeoisie :

« *Sans le concours de la classe ouvrière, sans son active collaboration, sans son cœur et sans sa bonne volonté agissante, il n'est pas possible d'envisager le relèvement du pays* ».

Comme, après la lecture de ce livre, le néo-syndicalisme apparaît plein de jeunesse !... Il est pénible de voir ressasser des lieux communs éculés et regonflés des vessies que notre jeunesse crevait gaillardement quand elle échangeait dans les réunions publiques de la « Démocratie nouvelle » des horions avec les bandes de Lysis. Ça ne rajeunit pas... (1).

Quand nous disons *tout le pouvoir au syndicat,* ce n'est pas à ce syndicalisme que nous songeons. Il ne réclame d'ailleurs pas le pouvoir, tout au plus une petite place officielle pour participer bien sagement au renflouement du régime. Au risque de faire hausser les épaules aux « réalistes » je dirai qu'avant d'être des « constructeurs » nous voulons être des « destructeurs » !

Il serait intéressant d'étudier à la suite de quelles circonstances le syndicalisme a renoncé au rôle de premier plan qu'il voulait jouer avant-guerre, pour accepter de devenir un organisme officiel ou un instrument dans les mains d'un parti.

La guerre a précipité l'ascension de la tendance réformiste. En capitulant le 2 août 1914, en s'intégrant à la défense nationale, le syndicalisme commençait à goûter le charme des riches fréquentations et les « avantages » des bonnes relations. La scission syndicale en vidant — au moins momentanément — la C.G.T. de tous les éléments révolutionnaires ne pouvait qu'accentuer l'enlisement. Et maintenant que se dessine dans l'actuelle C.G.T. un retour offensif du syndicalisme révolutionnaire, on s'aperçoit davantage encore des méfaits de la scission : si la chute fut rapide, long est le redressement. Il faut lutter contre des pratiques solidement établies, contre une idéologie tenace et ceux qui suivent avec sympathie les efforts de nos camarades ne se doutent peut-être pas du travail immense qu'il a fallu déployer durant des années pour qu'on puisse lire dans la *R. P.* la réconfortante résolution adoptée récemment par l'U.D. confédérée de la Loire.

Le néo-syndicalisme " révolutionnaire " autre vieille grue

Mais, me dira-t-on, vous accablez le néo-syndicalisme cher à Jouhaux et vous ne parlez pas du néo-syndicalisme révolutionnaire de la C.G.T.U. En voilà un qui lutte, qui ne transige pas, qui ne collabore pas ! L'histoire de la C.G.T.U. — si, un jour, on a le loisir de l'écrire — ce sera l'histoire de la mise au rancart, les uns après les autres, de tous les principes qui constituaient la forte originalité du syndicalisme révolutionnaire. Lorsque Losovsky veut caractériser le mouvement syndical il le divise en trois types ; deux ne valent pas grand chose (réformiste et anarcho-syndicaliste), l'autre a toutes ses faveurs, et je le laisse parler : « *La troisième conception, celle des communistes, consiste dans la suprématie de la politique sur l'économique, dans le rôle dirigeant de l'organisation politique sur l'organisation économique* ». Voilà qui est franc et qui dispense d'exhumer la fastidieuse « littérature » de notre bon parti communiste s'efforçant d'établir le rôle dirigeant qui « *s'exerce sans se proclamer* ». Le syndicalisme apparaît donc comme une de ces « organisations auxiliaires » — soyons fiers ! la principale — qui gravitent autour du Parti, répandent ses mots d'ordre, assurent son recrutement et développent son influence. Le syndicalisme servira à tout, même à l'électoralisme le plus vulgaire. Et — nous qui sommes de vieilles barbes ! — nous évoquons quelques lignes ironiques de Sorel écrivant en 1908 : « *Les syndicats peuvent être fort utilement employés à faire de la propagande électorale. Il faut pour les utiliser avec fruit une certaine adresse, mais les politiciens ne manquent pas de légèreté de mains* ». Pour la légèreté de mains, je proteste ! Sorel ne connaissait pas nos communistes !

Si nous quittons l'orthodoxie pour explorer le maquis des hérésies, nous en apprenons de belles ! Il y a beau temps que la position de Trotsky à l'égard du syndicalisme est connue. Mais il est intéressant d'avoir l'opinion autorisée de la Ligue communiste qui représente en France, au prix de quels déchirements intérieurs, la pensée officielle du trotzkysme. Un document que je vous recommande, c'est la plate-forme des « trotzkystes » de la Fédération unitaire de l'Enseignement (congrès de Bordeaux 1932). La subordination stricte du syndicalisme au Parti communiste s'affirme sans ambages :

« *...La révolution prolétarienne ne peut s'accomplir que sous la direction du parti communiste... Tolérer les fractions communistes ne suffit pas ; se réclamer de l'esprit communiste ne suffit pas... Les rapports entre le parti et les syndicats découlent de la politique appliquée par celui-ci comme guide indispensable et instrument irremplaçable de la révolution prolétarienne* ».

---

(1) Je veux en passant signaler aussi la haute nouveauté (!) du fameux repli dans le cadre national et de l'économie fermée. Idée qu'on retrouve chez Lysis : « *Par essence, le système économique est donc national et la marche des choses veut qu'il le soit de plus en plus* » — « *C'est pour ces raisons que le socialisme doit prendre un caractère énergiquement national* ». Et je renvoie enfin les lecteurs curieux au chapitre III de la thèse latine de Jaurès : ils y trouveront exposée la théorie de l'« Etat fermé » d'après Fichte (der handelnde geschlossene Staat, 1880) et Schaeffle, et sa répercussion dans l'Arbeiterprogramm de Lassalle. Qu'il est donc difficile de « faire du nouveau »... et quel spectacle réjouissant de voir chaque jour Monsieur Marquet redécouvrir l'Amérique et prendre les vieilles grues pour des ingénues !

Inutile de vous dire que cette brave Ligue approuve « *les candidatures révolutionnaires de fonctionnaires syndicaux* ».

Les multiples sectes et groupuscules issus du communisme officiel ne parlent pas toujours un langage aussi brutal. On distingue subtilement entre l'indépendance organique et l'indépendance idéologique du syndicalisme, entre la subordination et l'imprégnation. On envisage « *la direction des syndicats par les éléments communistes les plus conscients soutenus par la confiance des syndiqués* » (Bulletin de la gauche communiste, juillet 1932). J'ai l'impression que les gaffes monumentales du Parti communiste ont fait réfléchir et qu'on n'avance plus qu'avec précaution sur le terrain dangereux des relations entre parti et syndicat. On continue à proclamer la « nécessité » d'un parti révolutionnaire du prolétariat... tout en enregistrant la faillite de tous les partis existants. On fonde des embryons du « bon parti » de demain. Ah ! comme est forte, chez ceux qui ont perdu la foi... et la « ligne », cette nostalgie du « parti », cette croyance presque touchante au Messie, je veux dire « au bon parti », à celui qui dirigera le prolétariat et — plus ou moins — le syndicalisme.

Je sais que de bons camarades protesteront. Leurs intentions sont pures à l'égard du mouvement syndical. D'accord, mais je ne crois pas trop à deux organisations vivant sur pied d'égalité et se proposant toutes deux le même but révolutionnaire. On a beau m'objecter que les tâches sont différentes (ce que nie absolument la *Ligue communiste* !), je crois qu'il faut en finir avec cet éternel débat « parti-syndicat ».

Lequel des deux doit avoir le pas sur l'autre ? Lequel des deux l'emporte dans l'échelle des valeurs révolutionnaires ? J'ai, malgré moi, l'impression que les gens à la recherche du « bon parti » ont résolu la question dans le sens que l'on devine. Et quand j'entends dire à la tribune d'un congrès syndical (Rollo-Limoges 1931) : « *Le syndicalisme est l'école primaire du socialisme* », je suis bien en droit de penser que c'est l'affirmation nette de la suprématie du parti sur le syndicat !

On a la douce habitude de nous considérer comme de pauvres maniaques essayant de ranimer comiquement un passé à jamais disparu ; nous sommes — style Losovsky — « *les sinistres remâcheurs de réminiscences historiques* » ! Qu'il nous soit permis de rappeler que les thèses qu'on nous oppose sont bien vieilles, presque autant que l'« Etat fermé » réinventé par Monsieur Marquet. Le syndicalisme, école primaire du socialisme, mais c'est du Guesde. C'est un des points essentiels du petit catéchisme que le P.O.F. faisait en des temps lointains apprendre à ses adhérents. Il est vraiment curieux de retrouver Guesde — homme de parti — à l'origine des deux déviations du syndicalisme que nous combattons. D'une part il a maintes fois insisté sur le rôle « corporatiste » du syndicalisme et on rencontre encore de vieux guesdistes attardés, caricatures du maître, pour qui « le syndicalisme réformiste par essence » est un article de foi. Je renvoie les camarades aux comptes rendus analytiques des congrès socialsites de 1906 et 1907 : ils y trouveront l'éloge outrancier de cette centrale syndicale allemande riche d'argent et d'effectifs qu'on opposait triomphalement à la méprisable petite armée anarchisante de la C.G.T. d'alors. Il y a là quelques pages dont la lecture en 1934 est attristante et justifie bien l'accusation de « déviation du marxisme » portée par les syndicats révolutionnaires contre le guesdisme. Et d'autre part on peut rattacher Guesde au communisme d'aujourd'hui. Même attitude à l'égard des syndicats. Même affirmation du « rôle dirigeant ». Même désir de subordonner avec plus ou moins d'adresse le syndicalisme au parti. Ecoutez Guesde parler au congrès de Limoges en 1906 : « *Vous agirez sur le mouvement syndical en introduisant le plus possible de socialisme dans les syndicats. C'est un devoir que les socialistes doivent reconnaître et remplir... Là où les syndicats ont été laissés à une influence mauvaise, entrez-y, non pour y introduire la politique, mais pour y porter l'esprit socialiste. Il s'agit... d'y agir en socialistes, toujours à l'avant-garde pour que votre action s'exerce non seulement sans l'hostilité mais encore avec le concours donné du dehors par le parti* ». Reconnaissez-vous là la thèse de l'imprégnation, de la subordination « discrète » ? Et dire que « les fractions » ont paru une nouveauté ! Dire qu'on empoisonne le syndicalisme en ressuscitant de vieux cadavres ! Dire que, pour le néo-syndicalisme révolutionnaire, c'est nous qui sommes de « sinistres remâcheurs » !

Tout le pouvoir à ce syndicalisme ? Non ! Nous savons trop bien qu'en fait il ne l'exercerait pas. Il ne serait que le paravent commode derrière lequel le Parti — le « bon » Parti — arrangerait en famille la « bonne » dictature. On nous excusera, à la lueur d'événements récents, de ne pas marcher !

Notre syndicalisme

Nous avons du syndicalisme une idée plus haute. En face de ceux qui « composent » avec l'Etat bourgeois ou abdiquent devant lui, en face des partisans avoués ou honteux du « Parti dirigeant », nous proclamons la suprématie du syndicat et nous ne partageons pas les illusions d'un jauressisme attardé selon lequel parti et syndicat marcheront éternellement

« *pas à pas, côte à côte,*
« *Comme s'en vont les vers classiques et les bœufs !* »

Pour nous, l'originalité du marxisme fut de donner A LA NOTION DE CLASSE LA PRÉPONDÉRANCE SUR LA NOTION DE PARTI et d'amener les producteurs, pensant enfin par eux-mêmes, à être les artisans directs de leur émancipation. En face du marxisme dégénéré des partis, entaché de vieil utopisme ou de blanquisme plus ou moins camouflé, le syndicalisme a dressé un marxisme de classe. Le parti, quel qu'il soit, est une coalition hétérogène avec un état-major doctrinaire chargé de diriger et d'encadrer la « troupe » : masse électorale ou chair à canon selon l'époque ! Le parti, c'est, à nos yeux, la classe ouvrière renonçant à son unité économique et déléguant ses pouvoirs, c'est l'obscurcissement de la claire notion de classe, c'est le renouvellement de la vieille illusion du « César éclairé » (« guide indispensable et instrument irremplaçable »... comme dit la Ligue communiste).

Le syndicalisme, création originale du prolétariat, expression directe de la classe des travailleurs poursuit une double tâche. Il est la réaction naturelle de ceux qui sont exploités et doit assurer tout d'abord leur défense en résistant pied à pied aux exigences du patronat et en arrachant les améliorations indispensables à l'épanouissement de la lutte ouvrière. Au cours de ces combats partiels, il montre aux travailleurs que la plus humble grève a un caractère universel et qu'ils trouvent devant eux non leur patron « familier », mais toute la classe capitaliste organisée et l'Etat bourgeois dont elle est l'expression oppressive. Le syndicalisme, sur le terrain même de la production, dans la lutte obscure de chaque jour, élève la conscience de classe du travailleur et fait de lui un combattant en état de guerre permanent avec le régime actuel. Il prépare ainsi tenacement la réalisation de sa deuxième tâche : la révolte des producteurs, la grande bataille d'où sortira la chute de l'Etat bourgeois.

Il fonde enfin dans son œuvre quotidienne la nouvelle morale des producteurs, les traditions d'honneur ouvrier, de travail probe qui, dans la déchéance générale des valeurs morales, seront les bases des instituteurs et des mœurs d'une société nouvelle.

Le syndicalisme révolutionnaire apparaît ainsi — si on peut dire — comme le seul parti de la classe ouvrière. Qui, mieux que lui, peut rester fidèle au marxisme du manifeste communiste ? A qui, mieux qu'à lui, peut-on appliquer en effet les lignes suivantes : « *...Il livre bataille pour les fins prochaines et immédiates, pour les intérêts proches et immédiats de la classe ouvrière... Mais pas un instant il n'oubliera d'éveiller parmi les ouvriers*

la conscience la plus claire possible de l'opposition qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, et qui en fait des ennemis ».

On conçoit aisément dès lors l'importance dans le syndicalisme français actuel des deux buts que nous poursuivons : l'unité syndicale et l'indépendance des syndicats à l'égard des partis et des gouvernements. Leur réalisation peut seule permettre au mouvement syndical de remplir sa mission. Il ne faut donc pas s'étonner si les partis « se réclamant de la classe ouvrière » condamnent brutalement ou hypocritement ces revendications, les tournent en ridicule ou déclarent sentencieusement comme Trotzky que ce sont « des idées vides ».

L'unité syndicale ? C'est en effet la classe des producteurs cessant de se déchirer, c'est l'impossibilité pour les partis de pêcher en eau trouble et de vivre de ces divisions. L'indépendance ? C'est la classe ouvrière échappant à la corruption gouvernementale, reprenant conscience de sa mission, et refusant de servir de champ d'expériences et d'« organisation auxiliaire » à un parti quel qu'il soit.

Tout le pouvoir au syndicalisme ? Oui, mais au syndicalisme redressé, digne d'être « un syndicalisme », et non aux caricatures qu'on décore de ce nom. Dans la mesure où le syndicalisme saura, le plus rapidement possible, réaliser son unité et arracher son indépendance, il pourra prétendre au pouvoir, il saura le conquérir, il saura le conserver.

Le syndicalisme et les classes non prolétariennes

Mais, nous objectera-t-on, même en admettant la classe ouvrière entraînée par un syndicalisme révolutionnaire unifié, est-elle ainsi apte à préparer la prise du pouvoir, à prendre le pouvoir, à le conserver ? Pour le dernier point, je ne pense pas qu'on puisse faire de sérieuses objections. Personne ne nie le rôle « irremplaçable » (c'est bien le cas de le dire !) des syndicats dans l'organisation de la production et de la répartition au lendemain d'une révolution. Je ne pense pas que le syndicalisme ait alors besoin des directions brouillonnes de bureaucrates de parti plus ou moins compétents et plus ou moins irresponsables...

Pour le reste, voyons ce qu'on nous oppose. Une révolution suppose sinon un consentement unanime, du moins la sympathie du grand nombre ou tout au moins la passivité non agressive. Le syndicalisme peut-il avec ses seules forces vaincre ? Peut-il même s'adresser à d'autres couches que le prolétariat des villes, en particulier les paysans et les classes moyennes ?

Il faut tout d'abord noter que depuis un quart de siècle le syndicalisme a organisé bien des travailleurs qui, jadis, se tenaient à l'écart du mouvement ouvrier et n'avaient pour lui que méfiance ou hostilité. Derrière les travailleurs des services publics, les fonctionnaires — qui représentent une partie de ce qu'on appelle les classes moyennes — sont venus au syndicat. Un syndicaliste, même révolutionnaire, n'est plus dans ces milieux un objet de scandale et le « droit syndical » y a été en fait arraché au prix de luttes tenaces. Personne ne songe à considérer cette progression du syndicalisme comme sans intérêt. Je sais bien que l'admission massive des fonctionnaires dans les rangs ouvriers peut présenter un réel danger. On peut craindre la suprématie de castes investies de certains privilèges et substituant à l'Etat bourgeois un Etat bureaucratique aux mains d'un corps d'intellectuels ou de « techniciens administratifs ». Le syndicalisme révolutionnaire avait déjà avant-guerre signalé ce péril : « *la constitution d'une classe de travailleurs fonctionnaires, qui serait solidement disciplinée sous la main de fer de chefs que la démocratie accepterait* » (1). Il y avait là un danger de main mise des politiciens et des gouvernements sur le mouvement syndical. Il est certain que les « chefs » des syndicats de fonctionnaires ont été trop enclins à « traiter », à « faire des démarches », à substituer l'action des personnalités à l'action directe. Mais il est réconfortant de noter qu'une forte minorité s'oriente précisément vers le syndicalisme révolutionnaire et répudie certaines méthodes de lutte et certaines influences.

Notons enfin qu'une discrimination sérieuse s'impose ainsi qu'une révision des catégories syndicables. A la faveur d'un confusionnisme effarant, en opposition avec les plus élémentaires principes du syndicalisme, on a admis dans la C.G.T. des corporations indésirables (le mot n'est pas assez fort !) : il y a là un scandale qu'un redressement sérieux ferait cesser.

Et j'en arrive aux « classes moyennes » : petits commerçants, artisans, techniciens, travailleurs intellectuels et plus généralement catégories non syndicables dans les organisations ouvrières. Les classes moyennes tiennent actuellement « la vedette ». Théorie générale : le fascisme profite du désespoir des classes moyennes, les organise et s'appuie sur elles pour conquérir le pouvoir. Faisons tout d'abord deux remarques : les classes moyennes, espèce d'état-tampon entre le capitalisme et le prolétariat, n'ont jamais représenté une couche sociale bien « déterminée » comme idéologie. Elles ont toujours oscillé, au gré des événements économiques, entre les formations spécifiquement bourgeoises et les organisations ouvrières. Elles ont été toujours « à la suite ». Songez seulement aux vicissitudes du parti radical ! Elles ne représentent point un élément actif et recherchent simplement la satisfaction d'intérêts immédiats. D'autre part, toutes les fois que les « partis révolutionnaires » ont tenté la conquête des classes moyennes, il en est résulté un confusionnisme affligeant. Je songe — avec honte ! — à cette campagne municipale parisienne de 1925 d'où le parti communiste n'est pas sorti grandi ! Peut-on sincèrement affirmer que le syndicalisme ouvrier est incapable de parler aux classes moyennes ? Incapable de toucher ceux qui sont, dans la crise actuelle, les victimes du gros capitalisme ? Je pense que le syndicalisme peut montrer aux petits commerçants l'erreur monumentale qui consiste à alimenter de leurs adhésions... et de leurs deniers des « Ligues de Contribuables » inféodées aux fraudeurs de l'impôt ; je pense que le syndicalisme peut parler à cette foule de travailleurs intellectuels réduits au chômage et lui montrer qu'elle a mieux à faire qu'à soutenir ceux qui sont, au premier chef, responsables de leur misère. Affirmer que les « partis » ou des groupements hétérogènes placés sous l'influence des partis sont seuls qualifiés pour parler aux classes moyennes est actuellement un non-sens. Ce qui caractérise la mentalité nouvelle des classes moyennes c'est une défiance accrue à l'égard des formations politiques traditionnelles : le syndicalisme, seul, peut s'adresser à elles et parler le langage simple et honnête qu'un travailleur peut tenir à un autre travailleur. L'erreur — elle est de taille ! — c'est d'élever les classes moyennes à la hauteur d'un facteur révolutionnaire, les persuader qu'elles constituent à l'heure actuelle le pivot de la lutte sociale et faire — presque ! — de la « conquête des classes moyennes » la condition essentielle de la prise du pouvoir. Seul le syndicalisme, qui ne poursuit pas à leur égard de bas calculs de clientèle, peut s'adresser à elles sans bassesses, sans flatteries cousues de fil blanc, honnêtement !

Et les paysans ! S'il est un point, où apparaît nettement le mal que la politique a fait au syndicalisme, c'est bien la question paysanne! Avant guerre il existait une fédération de l'agriculture. Faible? D'accord. Mais elle aurait pu se développer. Actuellement je défie qu'on puisse affirmer l'existence « réelle » d'un syndicalisme paysan. Du côté de la C.G.T.U. tout a été sacrifié à l'action que le Parti Communiste devait mener dans les milieux paysans. Il y avait pourtant une tâche formidable à accomplir : développer d'une part le syndicalisme agricole et entraîner dans le sillage de ce syndicalisme des milliers

(1) Voir à ce sujet Sorel : *Réflexions sur la violence*, chapitre V, § I, d'où est extraite cette citation.

de petits propriétaires paysans. Osera-t-on prétendre que des organisations politiques plus ou moins bien camouflées sont seules capables de toucher le paysan ?

Du côté de la C.G.T., quelle misère! Il ne peut se tenir dans la Gironde ou les Landes un congrès de métayers ou de résiniers sans qu'apparaissent, l'œil vif et le poil luisant, toute la séquelle des parlementaires. Je n'insiste pas sur le confusionnisme de ces assises : il faudra un jour faire l'historique de la « question de la résine » et montrer à quelles compromissions a pu s'abaisser ce que certains osent appeler « un syndicalisme ». Un temps précieux a été perdu. Le syndicalisme n'a pas touché le paysan. Je me hâte de dire que la politique — celle de gauche — n'a pas pénétré davantage, car il est permis d'attacher peu d'importance à des résultats électoraux acquis dans certaines régions par des procédés singuliers. Les bonnes âmes républicaines feraient bien de se renseigner dans les Landes sur la nature exacte des « troupes électorales » de M. Lassalle qui, à son usage personnel, réalise le front unique des exploités et d'une partie notable des exploiteurs. Un syndicalisme digne de ce nom saurait mettre un terme à ce scandale et ramener la politicaille d'arrondissement à ses justes proportions !

Les conditions nécessaires à la prise du pouvoir par les syndicats

Le syndicalisme peut-il se préparer à la prise de pouvoir ? Est-il en fait capable de réaliser l'acte final révolutionnaire? De temps en temps nos adversaires nous jettent triomphalement l'argument de « la grève générale » dans les jambes. Il semble admis que nous sommes de pauvres songes-creux persuadés que de l'arrêt concerté du travail sortira sans peine la révolution sociale. Je crois inutile de répondre à de pareilles pauvretés. La grève générale révolutionnaire a toujours été considérée par les syndicalistes comme une transition violente entre le régime bourgeois et l'ordre ouvrier. Les partis — formés par des minorités — prétendent constituer le bataillon de fer qui, entraîné, armé, expérimenté, livrera la lutte décisive. Je ne pense pas que le syndicalisme soit incapable de trouver dans ses rangs les éléments décidés — et armés — qui sauront entraîner les masses — et les armer — ! Je crois même qu'en raison de son organisation par professions le syndicalisme peut, mieux que quiconque, résoudre les multiples problèmes d'ordre technique que nécessite non seulement la lutte à main armée, mais la main mise sur les centres nerveux du pays et leur utilisation immédiate. Sans insister sur le détail d'une telle entreprise, je demande aux camarades d'y réfléchir sérieusement et de mettre en balance — sans idées préconçues, sans bluff et sans vain romantisme — ce que peut apporter un syndicalisme agissant et ce que peuvent apporter les « irremplaçables » partis politiques.

J'ai essayé de répondre à diverses objections. Mais voici l'argument massue : « *Même en admettant que votre syndicalisme révolutionnaire unifié soit apte à remplir toutes ces tâches, actuellement le syndicalisme n'est ni révolutionnaire, ni unifié. Vous êtes plus que jamais des rêveurs, vous fondez dans l'avenir, mais le présent est là et nous sollicite de façon pressante* ».

Je ne veux point user de l'argument inverse, j'aurais trop beau jeu à ironiser sur la faillite des partis, leurs divisions, leur impuissance, et à demander quel est le parti ou la secte minuscule qui ose, en mars 1934, prétendre à la prise du pouvoir. N'accablons personne...

Mais quand nous mettons au premier plan de l'actualité la réalisation de l'unité syndicale et la nécessité d'un syndicalisme indépendant, on nous objecte aussitôt : « *Vieilles histoires ! Toujours vous retardez ! Le problème qui se pose de façon pressante c'est celui du pouvoir !* » Qu'on ne nous reproche pas alors, lorsque nous disons : le pouvoir au syndicat, de vouloir le plus rapidement réaliser les conditions indispensables pour donner une réalité effective à cette revendication. En face de l'émiettement politique, de la déconsidération croissante des partis traditionnels, le syndicalisme reste, de toutes les créations de la classe ouvrière, non seulement celle qui est la moins divisée, mais encore celle qui peut le plus facilement reconstituer son unité. Il me semble que cet argument est de poids, lorsque nous songeons à offrir quelque chose de sérieux à l'union des groupements fascistes.

Je pense donc que, seule, l'unité syndicale et le redressement qu'elle ne manquera pas d'opérer, peuvent donner au manifeste de la *R. P.* sa pleine signification. Doit-on en conclure qu'il était inopportun? Loin de moi cette pensée. Je ne puis partager l'opinion de ceux qui, dans le désarroi actuel, sont prêts à apporter leur énergie à la première force venue capable de lutter. On ne se lance pas dans la bataille sans savoir qui en assume la direction. Et quand la direction n'existe pas — matériellement ni moralement — on fait tout pour la constituer avec les forces saines de la classe ouvrière. Le manifeste de la R.P. a le mérite et le courage de poser honnêtement le problème et de reprendre — en des temps difficiles — une revendication que le syndicalisme n'aurait jamais dû abandonner par lassitude, indifférence ou lâcheté.

Trois voies s'ouvrent devant la classe ouvrière : la capitulation avec ou sans combat devant le fascisme montant, l'abdication sans conditions entre les mains d'un parti qui se réclamera d'elle, parlera en son nom et tendra fatalement à l'établissement de la dictature de ses fidèles, ou alors, à l'issue de la lutte « à vie et à mort » que mèneront ses organisations régulières, les syndicats, l'établissement d'un régime dont ELLE-MÊME FIXERA LES MODALITÉS. Aussi singulier que cela puisse paraître aux « réalistes » de droite ou de gauche, nous sommes quelques-uns qui avons choisi la troisième voie, sans y être cependant conduits par le souvenir ému de nos années de jeunesse ou la fidélité sentimentale à un passé syndicaliste que nous n'avons pas connu.

J. BARRUÉ.

Dans une toute petite commune 40 habitants dont le maire et l'adjoint déclarent : *Au syndicat le pouvoir.*

De la commune de Cleyzieu, dans l'arrondissement de Belley dans l'Ain, qui comprend tout juste quelques centaines d'habitants, nous recevons la déclaration suivante :

Nous sommes assurés que l'issue de la crise appartient au syndicat, *que* seul *celui-ci peut* SUPPRIMER « *l'exploitation de l'homme par l'homme* », *résorber le* chômage *en ôtant au capitalisme le droit* inique *de* « *donner du travail* ». *Seul, le* syndicat *pourra assurer la* paix *car il est l'expression des* travailleurs, *ceux qui payent une guerre de leur vie.*

Suivent les signatures que voici :

Morand Daniel, Musy Francisque, Denis Francisque, Romand Jean-Marie-Marius, Jacquier Jean-Marie-Francisque, maire ; *Jacquier André, Jacquier Maurice, Denis Alphonse, Béchat Marius, Romand Jean-Marie, Olanier Léon, Denis Hippolyte, Marcel Constant, Ravet Lucien, Denis Gaston,* adjoint ; *Péron Edouard, Auguste Morcel, Romand Joanny, Denis Jules, Romand Henri, Gruel Henri, Delorme Auguste, Denis Louis, Jacquier Francisque, Jacquier Marius, Morel Jean-Marie, Péron Emile, Péron Louis, Péron Frédéric, Denis Francisque, Delorme Jules, Delorme Antony, Delorme Claudius, Jacquier Louis, Garçon Auguste, Delorme Gustave, Delorme Jules, Humbert Adrien, Morcel Louis, Pellet Maxime.*

Ajoutons que nous n'avons dans cette commune aucun abonné. C'est donc en quelque sorte spontanément à la simple lecture de notre manifeste, que ces camarades ont senti qu'il correspondait à leur pensée profonde.

Bravo et merci ! amis inconnus de Cleyzieu !

Parmi nos lettres

L'opinion des jeunes

Un tout jeune instituteur de Vendée nous écrit :

Ce n'est qu'après bien des désillusions que j'arrive enfin à trouver une revue qui me plaît, dans laquelle sont développées des idées que j'approuve, des idées que je fais miennes.

Très jeune, j'ai essayé, malgré ma maladie, de me lancer dans l'action politique. Longtemps, j'ai vagué des socialistes aux communistes, sans rien trouver qui me convienne. Vous savez leurs défauts, mieux que moi. Mais il suffit d'un rien d'esprit critique pour trouver que ni les uns, ni les autres n'aboutiront au bonheur du prolétaire. On s'aperçoit bien vite de son erreur quand on veut croire qu'ils disent vrai. Aujourd'hui, nous savons trop bien ce que rapportent les promesses d'un parti quelconque. Et un succès des socialistes ou des communistes n'a jamais apporté les améliorations sensibles tant désirées des ouvriers.

J'étais découragé quand je me suis rappelé du Cri du Peuple *et de la* R. P. *Et ce fut pour moi une joie sans fin, quand, abonné à la* R. P., *ayant réfléchi longuement à chacune de vos idées, je me suis rendu compte que la vérité était là, dans le syndicalisme révolutionnaire.*

Malheureusement la maladie est là qui m'empêche de faire ce que je désire. Croyez que lorsqu'il me sera permis de retourner dans ma Vendée lointaine où, je crois, vos abonnés sont rares, je ferai toute la propagande nécessaire pour faire triompher vos idées.

Oui ! l'avenir ne peut être qu'au syndicalisme. Les ouvriers ne peuvent avoir confiance que dans le syndicalisme.

*
* *

Ils nous bourrent le crâne même dans nos « loisirs »

On se rappelle que nous avions indiqué dans notre numéro du 10 mars que nous transmettions à M. Lefebvre des Noëttes l'article de la revue « les Loisirs » que nous avait envoyé le camarade Gérard, d'après lequel un moulin à vent figurait parmi les sculptures de la porte Mars à Reims, ce qui impliquait que le moulin à vent était antérieur au moyen-âge, contrairement à l'opinion de M. Lefebvre des Noëttes rapportée l'an dernier dans notre « A travers les Revues ».

Or, voici ce que nous répond M. Lefebvre des Noëttes :

Avant de répondre à la question posée par M. Gérard, de Reims, au sujet du moulin à vent représenté sur la revue les Loisirs, *j'ai voulu faire à Reims une petite enquête auprès des archéologues de la ville, et du personnel du Musée. Le résultat de cette enquête, est qu'il n'y a présentement et qu'il n'y eut jamais, sur la porte de Mars, aucune figuration d'un moulin à vent. Le dessin de la revue les* Loisirs *est donc entièrement apocryphe et fantaisiste.*

Je l'ai constaté bien souvent, la méfiance doit être la règle, pour l'archéologue, lorsqu'il ne s'agit que d'un dessin.

Exemples : le dessin des Loisirs, *et ceux que j'ai donnés dans mon ouvrage sur « l'attelage à travers les âges ».*

Si je puis découvrir la source de l'erreur, je vous en aviserai.

Ainsi, le mensonge est si habituel aux journalistes bourgeois, que même dans une question où ils n'ont aucun intérêt, ni individuel, ni de classe, ils ne peuvent être véridiques !

Ajoutons que Gérard nous avait prévenu qu'il n'avait pu personnellement vérifier l'exactitude du dessin, — l'accès du monument étant interdit au commun des mortels.

Les « syndicats » de cultivateurs

Un camarade des Côtes-du-Nord nous soumet les judicieuses réflexions suivantes :

Il faudra maintenant, de bon ou mauvais gré, compter avec les syndicats de travailleurs. Rien d'efficace ne pourra être fait sans eux. Rien de durable ne pourra être fait que par eux.

Malheureusement, toute une catégorie de travailleurs, les cultivateurs, non seulement se montre rebelle au syndicalisme, mais le considère presque comme un ennemi.

Pourquoi ?

Y a-t-il donc incompatibilité entre le labeur de la terre et la forme syndicale ?

Je ne le crois pas. De par la nature même de leurs travaux, les paysans ont été appelés, depuis toujours, à pratiquer l'entr'aide. D'où vient donc qu'ils ne sont pas organisés corporativement comme les autres ?

Leur dispersion dans les campagnes, loin des foyers de vie et d'action, un manque de confiance en soi né de cet isolement, une ignorance de la doctrine syndicale expliquent peut-être cette carence.

Mais il y a d'autres raisons profondes, tout au moins dans notre région bretonne.

Des gens — qui avaient intérêt à le faire — ont trompé le paysan sur le sens du syndicalisme. Ils ont dit au cultivateur : « Un syndicat, c'est une réunion de personnes exerçant la même profession, à l'effet de rechercher les moyens économiques et pratiques de la développer ». Et le brave auditeur en conclut qu'un syndicat a pour objet uniquement, de lui fournir des engrais, des semences ou des machines à meilleur compte. Il donne son adhésion, verse son obole et croit, de bonne foi, être « syndiqué » alors qu'il assure tout bonnement de sa clientèle un groupe de capitalistes qui cherchent à accaparer de cette façon le monopole de la vente des produits nécessaires à l'agriculture.

Qui dira au paysan que ceux-là qui le dupent ainsi sont (il suffit de consulter les listes des conseils d'administration) les mêmes qui, pendant des siècles, ont tenu ses ancêtres en servitude, les mêmes qui veulent, par tous les moyens, maintenir nos campagnes dans l'ignorance, pour mieux les exploiter, les mêmes qui dressent devant lui, comme un épouvantail, la menace de l'ouvrier révolutionnaire afin d'empêcher la jonction de ces deux grandes forces du travail qui, réunies, seraient invincibles : la paysannerie et l'ouvrier des villes ?

*
* *

Conservons notre vocabulaire, le seul vrai.

Un camarade professeur, Louis Renaud, fait à notre manifeste la critique suivante :

Votre manifeste me semblerait parfait si ce n'y était la présence du mot producteur. Quand on parle une langue à contenu capitaliste, il ne faut pas employer des termes prêtant à la confusion. Or c'est le cas ici. On a tendance, actuellement, à se servir du mot producteur pour l'opposer au mot travailleur. Et l'homme de la rue distingue nettement les syndicats de l'une et l'autre catégorie ; les premiers capitalistes, les seconds prolétariens. Quand on parle de syndicats de producteurs on songe à De Wendel, Citroën, aux Peugeot, jamais à leurs ouvriers. Ceux-ci sont rangés dans les syndicats de travailleurs.

Il est de fait que depuis quelques années les patrons ont le culot de se faire appeler par leurs valets de plume : *producteurs*. Ce n'est point une raison pour que nous les suivions. Nous devons continuer, conformément à la tradition ouvrière, à appeler *producteurs* les travailleurs, et eux seuls, car eux seuls produisent.

Continuons à parler comme nos classiques :

« PRODUCTEURS, *sauvons-nous nous-mêmes !* »

Un témoignage prolétarien sur l'U. R. S. S.

Carnet de route d'un délégué ouvrier français

La vie ouvrière russe - Conclusions [1]

Après avoir traversé la Lettonie, la Lithuanie, la Prusse Orientale, Dantzig, nous arrivons à Berlin le matin du 3 décembre.

C'est de nouveau la traversée de l'Allemagne. Dans les gares, un peu plus d'animation qu'à l'aller : c'est dimanche.

Maintenant, nous sommes en Belgique.

Nous attendons avec impatience, tout en sommeillant, l'arrivée à Paris. Enfin, nous y voilà! C'est le 4 décembre, vers 7 heures.

Dès mes premiers pas sur le quai, je suis entouré par des amis et des camarades d'atelier! Sans souci de ma fatigue, ces derniers exigent que je leur donne immédiatement mes impressions. A leur grande désillusion, car ce sont presque tous, ou des sympathisants, ou des membres du P. C., je ne reviens pas enthousiaste, ainsi qu'ils l'espéraient sans doute. Tant pis, j'avais promis, et je m'étais promis de rapporter le plus possible de renseignements vrais; j'ai fait tout ce que j'ai pu dans ce sens, c'est là l'essentiel.

*
* *

Il me reste, après avoir relaté les événements de mon voyage et reproduit textuellement les renseignements oficiels qui m'ont été fournis, à exposer brièvement d'autres renseignements (les plus importants à mes yeux), que j'ai pu obtenir à d'autres sources, que je ne puis préciser davantage par crainte de répression pour les personnes qui me les ont fournis.

Tout d'abord, je dois signaler qu'*aucune réponse* n'a été donnée aux nombreuses questions *écrites* déposées par les délégués le 13 novembre, c'est-à-dire *dix huit jours avant notre départ de Russie.* C'est en vain que nous avons réclamé ces renseignements, lors de notre retour à Moscou, les 28 et 29 novembre, et à Léningrad, le 30 novembre et le 1er décembre. Sans doute, parmi ces questions, y en avait-il de très embarrassantes?

Je vais passer rapidement en revue les plus importantes parmi celles dont on m'avait chargé, et j'en donnerai les explications que j'ai pu en obtenir confidentiellement.

Questions et réponses non officielles

Demande. — Rapporter des renseignements sur la situation de Victor Serge, de Racovsky et de Pétrini. Ce dernier n'étant pas sujet russe, savoir pour quel motif on ne lui permet pas de quitter l'U.R.S.S.

Réponse. — Je n'ai absolument rien pu savoir de précis.

D. — Pour quelles raisons refuse-t-on aux syndicalistes et anarchistes le droit d'être jugés publiquement, alors que ce droit fut accordé aux ingénieurs anglais saboteurs?

R. — Les saboteurs anglais furent jugés publiquement, et même libérés depuis, par suite de l'intervention de l'ambassadeur d'Angleterre. L'un d'eux (Ramsine, je crois), occupe maintenant un poste très important dans l'industrie soviétique.

La vie ouvrière en U.R.S.S.

D. — Y a-t-il des différences de salaires en Russie ? Si oui, dans quelles proportions ?

R. — Oui, très grandes différences, les salaires ouvriers allant de 70 à 300 roubles par mois. Au-dessus de 300 roubles, c'est le personnel de maîtrise et les techniciens. J'ai vu un mineur du Dombass qui nous a été présenté comme gagnant, aux pièces, 1800 (mille huit cents) roubles par mois. J'ai vu, par contre, une femme préposée à la manœuvre d'un ascenseur, qui ne gagnait que 60 roubles.

D. — Dans quelles conditions est délivrée la carte d'alimentation ?

R. — Cette carte est délivrée par l'usine, pour un mois. Elle doit être signée par la milice et par le comité de maison. Elle est absolument nécessaire pour pouvoir acheter dans les « distributeurs » (coopératives, attachées le plus souvent à une usine), les produits taxés par l'Etat, et comme prix, et comme quantité. La carte d'alimentation est retirée au départ de l'usine, ainsi que le logement. L'ouvrier doit alors acheter ses denrées dans les « magasins de commerce libre d'Etat », où les prix sont de deux à trois fois supérieurs.

D. — L'arrêt des comptes a lieu combien de jours avant la paie ?

R. — En général, sept jours. Dans certaines usines, 15 jours. Il y a même des cas où, par manque de fonds, les ouvriers attendent leurs salaires pendant plusieurs mois. Les payes ont lieu, le plus souvent, deux fois par mois.

D. — Le pain consommé pendant le repas pris à l'usine est-il diminué de la ration quotidienne?

R. — Non, mais le pain du repas atteint à peine 100 gr.

D. — L'ouvrier à qui on a concédé un morceau de terrain et qui, dessus, s'est bâti une petite maison, est-il assuré d'en jouir jusqu'à sa mort ?

R. — D'une façon absolue, non ! Il doit l'habiter lui-même; la surface bâtie doit être en accord avec la « norme »; l'Etat peut en avoir besoin : dans ce cas, la valeur de la maison est remboursée en partie. A la mort du constructeur, la femme et les enfants peuvent rester

(1) Voir les numéros 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171.

dans la maison, à la condition que celle-ci ne soit pas reconnue trop grande pour eux. Or, la « norme » est essentiellement variable.

D. — A qui peut s'adresser un ouvrier qui se sent malade et qui n'est pas reconnu tel par le médecin ?

R. — Réponse textuelle : « *Dans ce cas-là, c'est foutu!* ». Si l'ouvrier s'est absenté de son travail sans autorisation, il doit produire à son retour, un certificat médical; sans ce certificat, il risque fort d'être renvoyé après retrait de sa carte d'alimentation et inscription du motif de renvoi sur sa carte de travail. Son logement lui est retiré en même temps. Il lui sera, ensuite, très difficile de trouver du travail.

D. — La durée du travail est-elle bien de 6 heures par jour pour les travaux insalubres ?

R. — C'est exact, mais la liste de ces travaux est maintenant excessivement réduite.

D. — La crainte des chefs de travail est-elle identique à celle que nous connaissons en France ?

R. — Je ne puis répondre d'après mes observations personnelles, les visites d'usines étant toujours préparées. On m'a certifié que l'autorité des chefs était très grande.

Impôts et dépenses

D. — Y a-t-il des impôts? Si oui, quels sont les taux et les modes de perception?

R. — Il existe deux *impôts proprement dits*, retenus sur le salaire : 1° Impôt sur le salaire, proportionnel et progressif, (se reporter aux chiffres donnés aux délégués par le président du soviet de Lougansk, le 16 novembre (1)); 2° Impôt pour faciliter l'obtention des conditions nécessaires à l'amélioration du bien -être : approximativement même taux que l'impôt sur le salaire.

Autres dépenses à faire par l'ouvrier *avant de songer à sa subsistance* : 1° *Loyer*, 10 % du salaire; 2° *Cotisation syndicale*, 1 % du salaire; 3° *Part de coopérative de consommation*, (presque obligatoire) : progressive suivant le salaire, mais dont le taux n'est jamais définitif; ainsi, l'ouvrier gagnant 225 roubles par mois, a payé sa part 100 roubles en 1931; en 1932, on lui a de nouveau réclamé 50 roubles et, fin 1933, encore 50 nouveaux roubles. 4° *Part de coopérative de construction de maisons* : facultative, mais que l'espoir d'obtenir un logement dans les maisons ouvrières construites par la coopérative, et la grande promiscuité de la vie dans les villes russes, rendent presque obligatoire ; cette part est, elle aussi, non définitive et s'élève, pour un salaire de 200 roubles par mois, à 450 roubles à verser en deux ans. Ceci ne veut pas dire que l'ouvrier aura certainement un logement, les premiers servis étant les membres du Parti et les oudarniks. 5° l'*Emprunt d'Etat*, prétendu facultatif. Les syndicats et les cellules communistes sont chargés de faire souscrire les ouvriers à cet emprunt; ils emploient pour cela la plus grande pression morale; (la place me manque pour citer les exemples formels qu'on m'en a donné). La moyenne des versements correspond à un mois de salaire par an et par souscripteur. Jusqu'à cette année, les versements étaient échelonnés sur 12 mois; maintenant, il faut s'en acquitter en 7 mois.

Rations et prix

D. — Quels sont les produits taxés vendus dans les « distributeurs » ? Leurs prix?

R. — Voici les renseignements que j'ai pu obtenir à ce sujet :

Pour ceux qui travaillent :

Pain: par jour, 400 gr. de pain blanc, 400 gr.de pain noir prix : pain blanc 0r, 50 kopeks le kg.; pain noir 0r,30.

Sucre :	par mois,	1 kilog.;	prix	2r,50 le kg.
Viande :	» »	1 kilog.;	»	3r,50 le kg.
Hareng salé :	» »	1 kilog.;	»	1r,50 le kg.
Margarine :	» »	300 gr. ;	»	2r,20 le kg.

Beurre : manque le plus souvent; chaque ouvrier a pu en acheter exceptionnellement 500 gr. à l'occasion du 16e anniversaire de la révolution d'Octobre; prix, 8r,40 le kg.

Kacha, (millet, gruau, ou semoule) : au total 2 kgs par mois; prix, 1r,50 le kg.

Pommes de terre : par mois, 12 kgs, dont 3 mangeables ; prix 0r,15 le kg.

Sel : sans limite; prix, 0r,20 le kg.

Les employés n'ont droit, comme pain, qu'à 200 gr. de blanc et 200 gr. de noir par jour.

Ceux qui ne travaillent pas (ménagères, vieillards, enfants), n'ont droit qu'à 400 gr. de pain par jour et 600 gr. de sucre par mois, à l'exclusion de tous autres produits.

On trouve encore, dans les distributeurs, (quand cela ne manque pas), des légumes et du savon, etc. Depuis 4 mois, il n'y a pas eu de savon de toilette. Tous ces produits se vendent parfois aussi dans les magasins de commerce libre, dits d'Etat, mais à des prix de deux à trois fois plus élevés. Les prix sont fréquemment élevés très fortement, sans que personne en ait été prévenu.

Une remarque personnelle : pendant tout mon séjour en U.R.S.S., je n'ai pas vu une bouteille d'huile.

L'organisation de l'industrie

D. — Y a-t-il des chômeurs en U.R.S.S. ?

R. — On peut dire qu'en U.R.S.S. il n'existe pas de chômeurs tels qu'on en voit dans les pays capitalistes, si ce n'est, et en petit nombre, chez les employés. Mais sont chômeurs, *sans aucunes ressources*, tous ceux qui, pour un motif politique, ou syndical, ou autre, ont été renvoyés de la fabrique avec une annotation sur leur carte de travail. Il leur est alors presque impossible de retrouver du travail. C'est l'explication de la misère atroce des déportés politiques.

D. — Quel est l'organisme chargé d'établir les budgets des entreprises ?

R. — L'Etat nomme les membres du « Gosplan » ou « Plan d'Etat ». Les commissaires (de l'industrie lourde, industrie légère, bois, etc.), sont nommés par le Congrès panrusse des soviets. Ces commissaires nomment les membres des « Trusts », par industrie; ceux-ci fixent les budgets accordés aux fabriques et ce qu'elles devront fournir en marchandises, en un mot, leur « plan ».

D. — A quel âge l'ouvrier peut-il jouir de la retraite?

R. — Suivant la loi, à 60 ans. En réalité, à ce moment-là, l'ouvrier doit passer devant une Commission médicale, qui peut le renvoyer au travail.

« Libertés »...

D. — Quelle est la possibilité, pour un Russe, de quitter l'U.R.S.S. ?

R. — L'obtention d'un passeport est nécessaire, mais difficile, car le fait de vouloir quitter l'U.R.S.S. implique qu'on s'y trouve mal et que, à l'étranger, on ne dira pas de bien du régime. Le coût du passeport, y compris le prix du voyage en 3e classe, de Moscou à Paris, et le pourcentage dû à l'organisme qui se charge des formalités, est très exactement de 8.869 fr. 50, *à payer en devises étrangères*. Si, ayant quitté la Russie, on se livre à des attaques contre le régime soviétique, des représailles sont exercées sur les membres de la famille restés au pays.

D. — La liberté de la presse existe-t-elle ?

R. — En aucune façon; *seule, la presse officielle est autorisée*. Dans les journaux muraux, les ouvriers peuvent se permettre des critiques visant des personnes, et locales, mais, pour leur propre sécurité, ils ne peuvent critiquer le régime.

D. — Dans quelles conditions peut-on organiser des réunions ?

R. — A la condition expresse qu'une organisation officielle en donne la permission. En dehors de ça, arrestation immédiate par la Guépéou, et condamnation sans procès, sans jugement, sans droit de se défendre.

D. — Comment ont lieu les élections aux Soviets ?

R. — *Uniquement à mains levées*. Les candidats sont

(1) Voir *R. P.*, n° 168, page 4 : l'ouvrier qui gagne 75 roubles par mois a un impôt de 56 kopeks par mois, celui qui gagne 86 roubles : 75 kopeks, celui qui gagne 100 roubles : 2 roubles 8 kopeks, etc...

présentés par la cellule communiste, qui se charge de rassembler tous les électeurs et qui met aux voix par « pour » et « contre ». Par crainte des suites, il n'y a presque jamais de « contre ».

D. — Composition d'un tribunal et désignation de ses membres?

R. — Je n'ai rien pu apprendre à ce sujet.

D. — Peut-on circuler librement en U.R.S.S.?

R. — Dans les campagnes on peut circuler librement, mais un passeport est exigé dans un certain rayon autour des villes importantes; exemples : rayon de 100 km. autour de Moscou et Léningrad, et de 50 km. autour de Karkoff. Il faut un passeport spécial pour qu'un paysan puisse résider dans une ville; ce passeport est retiré, en même temps que la carte d'alimentation, quand il est renvoyé de l'usine. Pour venir en ville, l'habitant des campagnes doit obtenir du soviet, ce passeport qui fixe le lieu et la durée du séjour.

Pour voyager, il faut: 1° obtenir un billet de chemin de fer (délai courant: 2 ou 3 jours, parfois une semaine); 2° s'assurer des provisions nécessaires en voyage (la carte d'alimentation n'ayant plus de valeur dans ce cas, et les prix, dans les buffets et magasins libres, étant très élevés); 3° prévoir le logement (il n'y a d'hôtels, et très chers, que dans les grandes villes); 4° présenter, partout où l'on va, un « document » prouvant que vous êtes en règle. Ceci, paraît-il, pour empêcher l'exode des paysans vers les villes.

La « justice » de la Guépéou

D. — Dans certains cas, en U.R.S.S., un homme peut-il être arrêté sans explications, et condamné sans jugement?

R. — Oui, le cas est fréquent, c'est là le travail bien spécial de la police politique d'Etat, dite « Guépéou ». Quiconque, pour une raison quelconque, (essai de fomenter une grève, de créer un syndicat non officiel, d'imprimer un tract, un journal ou une brochure non autorisés, ou de les distribuer, ou essai de réunir quelques camarades sans y être autorisé, etc., etc.), démontre qu'il n'est pas d'accord avec le régime, devient automatiquement un contre-révolutionnaire, et la Guépéou entre en action. On m'a cité le cas d'un ouvrier qui a fait plusieurs années de bagne et qui, libéré ensuite, n'a jamais pu savoir pour quelles raisons il fut arrêté.

D. — Qui contrôle le travail de la Guépéou?

R. — Les « sommets » du Parti communiste (Staline et son bureau politique).

D. — Quels sont les rapports entre l'organisme supérieur des soviets et l'organisme supérieur du Parti communiste?

R. — Les membres du Comité Central Exécutif des Soviets de l'Union Soviétique étant, en totalité ou en majorité, membres du Parti, ne peuvent faire autrement que d'appliquer, dans les postes qu'ils occupent, les mots d'ordre émanant du secrétaire général du Parti. Ceci explique que, malgré les apparences, Staline est en fait le seul et véritable maître de l'Union soviétique.

Les droits de la femme

D. — Quels sont les droits de la femme?

R. — Théoriquement, absolument égaux à ceux de l'homme. Pratiquement, la femme, si elle est libérée de la tutelle de l'homme, est encore l'esclave des conditions économiques, par suite de la généralisation du travail aux pièces et à cause de ses aptitudes physiques inférieures. Elle n'est réellement l'égale de l'homme que dans les travaux où n'intervient pas la question de force musculaire et de résistance physique. J'ai pu constater que bien des femmes font des travaux très pénibles, tels que transports de matériaux, terrassement, etc.

D. — Le mariage et le divorce sont-ils facilités?

R. — Oui, ils sont tous deux de simples formalités. On m'a affirmé que le divorce pouvait même se faire par télégramme. S'il y a des enfants, ils sont laissés à la mère, et le père verse une pension à celle-ci. La recherche de la paternité est admise; on emploie même, dans ce but, l'analyse du sang de l'enfant pour comparaison avec celui du père présumé.

D. — Dans quelles conditions est accordé l'avortement légal?

R. — L'autorisation est accordée suivant la situation économique de l'intéressée. Le médecin s'efforce de faire revenir la femme sur sa décision, en lui faisant entrevoir les dangers de l'opération et en lui exposant tout ce que l'Etat fera en sa faveur si elle conserve son enfant. En règle générale, l'autorisation a tendance à être de moins en moins accordée.

D. — La propagande anticonceptionnelle est-elle tolérée en U.R.S.S.?

R. — Oui, jusqu'à présent, la liberté de cette propagande est entière.

Les vices

D. — 1° La prostitution existe-t-elle encore?
2° Si oui, quelles en sont les causes?
3° Par quels moyens lutte-t-on contre elle?

R. — 1° Oui, la prostitution existe encore, en U.R.S.S.; elle y est tolérée sans réglementation; à Moscou, elle se manifeste principalement dans le quartier de la Tverskaïa; par suite de l'absence d'hôtels, les prostituées emmènent leurs clients chez elles.

2° La cause principale est la misère, résultant des salaires trop bas accordés pour certains travaux faits généralement par des femmes dépourvues de toutes connaissances techniques. J'en ai vu qui préfèrent faire la bonne dans des familles bien en place; d'autres se livrent à la prostitution.

3° On lutte contre la prostitution par des mesures administratives, c'est-à-dire, sans passer par la procédure judiciaire normale, au moyen de râfles effectuées à l'improviste; les prostituées les plus récentes sont envoyées dans des maisons de rééducation; les plus endurcies, dans des camps de concentration, et les irréductibles dans les îles Solovietzki. Les râfles effectuées il y a quelque temps, à Moscou, donnaient en moyenne, à chaque fois, 350 prostituées arrêtées.

D. — Y a-t-il encore des mendiants en U.R.S.S.?

R. — Oui, j'en parle quelque peu lors du passage à Bakou, le 19 nov.; vu également, dans une autre localité, une vieille femme répétant inlassablement : « kléba » (pain).

D. — Y a-t-il vraiment des champs de courses en U.R.S.S. ? Y joue-t-on de l'argent ?

R. — Bien qu'une interprète m'ait répondu que les courses de chevaux, en U.R.S.S., n'étaient qu'un sport comme les autres et qu'on n'y jouait pas d'argent, je suis en mesure d'affirmer que cela n'est pas vrai. A Moscou, notamment, il existe un champ de courses, route de Léningrad; le prix d'entrée est de 10 roubles au pesage et de 3 roubles à la pelouse; il y a un Pari mutuel et deux guichets pour recevoir les enjeux.

D. — Les religions sont-elles tolérées et pratiquées ?

R. — Théoriquement, les religions sont tolérées par la loi. Dans la pratique, leur exercice est très gêné par suite du grand nombre d'églises détruites ou désaffectées et de l'interdiction du recrutement des popes. Malgré cela, ou à cause de cela, la fréquentation des églises encore ouvertes, est très importante.

D. — Y a-t-il encore des décorations en U.R.S.S.?

R. — Oui; j'en connais trois sortes :

1° l'Ordre du Drapeau rouge (on ne peut en recevoir plus de 4);

2° l'Ordre de Lénine;

3° l'Ordre du Travail.

Il existe aussi des diplômes de « Héros du Travail », accompagnés de primes consistant en objets utiles, tels que montres, etc.

Conclusions

Avant tout chose, je dois déclarer que les préventions que je nourrissais, avant mon départ pour l'U.R.S.S., contre le système habituel de délégations patronnées par le Parti communiste français et reçues officiellement en Russie, se sont révélées fondées. A de très rares exceptions près, les délégués choisis partent convaincus qu'ils vont vers la Terre promise et tout est employé pour les maintenir dans cet état d'esprit. La manière dont ils sont soignés, jointe au fait qu'on ne leur montre que des réalisations vraiment très intéressantes, est cause que presque tous, et, je crois, *très sincèrement*, deviennent des apologistes de l'Union soviétique.

Je dois à la vérité d'ajouter que certains d'entre eux ne veulent pas être détrompés, ainsi que j'ai pu m'en rendre compte avec des camarades que je voulais entraîner à sortir hors de la tutelle des interprètes, et qui s'y refusaient. D'autres, enfin, ayant pris contact avec la réalité russe, n'ont pas voulu renouveler l'expérience. Il n'est pire sourd que celui qui ne veut rien entendre.

De cette constatation, il ressort nettement qu'une « enquête » méritant ce nom, sur la situation en U.R.S.S., ne peut se faire que si la délégation comprend des représentants mandatés par les différentes organisations ouvrières, tant politiques que syndicales, des révolutionnaires exilés par le gouvernement soviétique, des membres du Parti communiste russe, des interprètes choisis par les délégués eux-mêmes, et, enfin, si un séjour suffisant et le droit de se déplacer partout en U.R.S.S. sont garantis.

Jusqu'à présent, et malgré les offres qui lui en ont été faites, le gouvernement soviétique n'a jamais accepté ces élémentaires conditions, indispensables garanties de résultats impartiaux.

Ceci dit, et pour donner aux lecteurs les éléments d'une opinion personnelle, basée sur des faits, je crois utile de procéder à une sorte d'énumération et de classification (forcément quelque peu arbitraires) des améliorations et des erreurs engendrées par le régime soviétique.

Ce sera, si vous le voulez bien, une espèce d'Actif et de Passif de la situation actuelle en U.R.S.S.

A l'actif

Journée de travail plus courte.

Assurances sociales plus généreuses (sous réserve des inégalités d'application entre membres du parti et oudarniks, d'une part, et la masse des ouvriers, d'autre part).

Vacances payées.

Liberté entière de la propagande anticonceptionnelle.

Avortement légal (malgré une nette tendance à la restriction de ce droit).

Divorce sans formalités.

La protection de la maternité, bien qu'insuffisante, la mère étant dans *l'obligation* de travailler jusqu'à la fin du septième mois de grossesse et de reprendre le travail deux mois après l'accouchement.

Protection de l'enfance (pour si incomplète qu'elle soit, puisqu'elle se résume à un repas bon marché ou gratuit pris par l'enfant à l'école, e à la distribution, aux parents, de bons d'acha à prix réduits pour vêtements et chaussures d'en fants).

Libre expansion des minorités nationales (condition de ne pas s'écarter des « directives du gouvernement central).

Régime plus humain dans les prisons de droi commun ; (si, toutefois, les autres prisons d'U.R S.S. sont semblables à celle que nous avons visi tée à Moscou. Jusqu'à preuve du contraire — puis qu'on ne peut pas les visiter — les prisons pol tiques sont tout à fait différentes, et nous devon croire ce qu'en disent les lettres des condamné et déportés appelés pour les besoins de la caus « contre-révolutionnaires »).

Lutte contre la religion; (ceci, sous conditio qu'une nouvelle religion, celle des grands mar xistes, ne remplace pas celle qui disparaît).

Je ne comprendrai pas dans l'Actif :

L'industrialisation du pays, d'abord, parce qu je pense qu'une société peut vivre en bonne har monie, pratiquer le socialisme intégral, sans pas ser nécessairement par le stade de l'industriali sation; ensuite, parce que cette décision d'indus trialiser la Russie soviétique a été prise par ceux seuls, qui ont pris le pouvoir et s'intitulent le dirigeants; enfin, parce que la cadence élevée à laquelle elle se fait est cause de la misère actuell des travailleurs en U.R.S.S. et conduit au sacri fice de plusieurs générations pour une améliora tion problématique du sort des suivantes.

La *suppression de la propriété*, car il n'y a pas suppression, mais transformation de la pro priété privée en propriété d'Etat, ce qui ren toujours possible l'exploitation des hommes par ceux qui détiennent le pouvoir. De plus, et prin cipalement dans les questions de salaires, il es encore plus difficile au travailleur de lutter con tre son nouveau patron, l'Etat omnipotent et in saisissable, que contre l'exploiteur capitaliste.

La collectivisation agricole; l'entrée du paysan dans le kolkose devant se faire librement et non sous la pression impitoyable qui, m'a-t-on affir mé, est la règle là-bas; cette pression irait jus qu'à la déportation pratiquée sur une grande échelle.

L'émancipation de la femme, car incomplète, puisque, en raison des salaires payés aux pièces et de son infériorité physique, la femme est en core l'esclave des conditions économiques.

La suppression du chômage, car si celui-ci peut être considéré comme nul dans l'industrie, très faible chez les employés, il reste une réalité terrible pour tous ceux qui, quel qu'en soit la raison, ont été renvoyés de l'usine avec une annotation sur leur carte de travail. Celle-ci étant obligatoire pour obtenir un emploi, c'est la quasi-impossibilité, dans ces cas, de trouver une occupation. Pas de travail, partant pas de salaire, pas de carte d'alimentation, donc obligation d'acheter à hauts prix dans le commerce libre.

Les études mises à la portée de tous. Ces études, comme l'instruction dans son ensemble, sont dirigées dans un sens nettement bolchevik d'obéissance aux chefs et présentées, non comme un moyen de s'améliorer individuellement et d'aider au bonheur de la collectivité, mais comme le

moyen d'acquérir un standard de vie plus élevé et de faciliter l'entrée dans l'élite dirigeante.

Au passif

Je rangerai dans cette rubrique tout ce qui, selon moi, est mauvais en U.R.S.S. et qui s'éloigne par trop de l'idéal poursuivi : le socialisme intégral.

— L'étouffement de la personnalité et la bolchevisation des cerveaux par la presse et l'enseignement officiels.

— Le culte des chefs, poussé jusqu'au dogme de l'infaillibilité des dirigeants soviétiques. C'est un crime de suspecter leurs actes et leurs intentions.

— Le caractère impitoyable du bolchevisme, se traduisant par un mépris total du matériel humain et l'amour de la force.

— Une tendance au nationalisme, manifestée dans la volonté d'imposer aux autres pays le « communisme russe », le seul vrai.

— L'isolement complet du peuple russe, trompé sur l'état des autres pays. Le travailleur russe croit, en effet, que son sort est de beaucoup préférable à celui des travailleurs des autres pays, les seules informations sur ce sujet lui étant fournies par la presse officielle, russe ou étrangère. Les journaux de toutes les tendances autres que le Parti communiste n'existent pas en U.R.S.S.

— Le régime draconien dans les usines : entrées et sorties devant des sentinelles armées; impossibilité de quitter l'usine sans quitter le logement accordé par celle-ci et sans rendre la carte d'alimentation; obligation d'une autorisation pour la moindre absence.

— Le travail aux pièces, cette copie servile du système capitaliste, qui méprise les besoins des individus pour ne considérer que leur pouvoir productif.

— Les énormes diférences de salaires, allant de 1 à 4 1/2, et que les avantages accordés aux moins payés pour leurs achats sont loin de compenser.

— La militarisation sous toutes ses formes, et principalement chez les pionniers, à qui sont faits des cours spéciaux d'instruction militaire. Comme dans les pays capitalistes, la préparation à la guerre est considérée comme le seul moyen de garantir la paix.

— Le maintien des impôts; c'est un non-sens de parler d'impôts quand le patron est l'Etat et qu'il règle à son gré la rétribution de votre travail. Il vous reprend d'une main ce qu'il vous a donné de l'autre.

— La carte d'alimentation, la carte de travail, avec photographie : terribles moyens de pression sur les ouvriers.

— L'absence totale de liberté de la presse et de liberté de réunion.

— La « justice » administrative, ou Guépéou, arme redoutable entièrement entre les mains des dirigeants pour conserver et consolider leur puissance.

— Le pouvoir absolu du Parti, c'est-à-dire celui de 2 à 3 millions d'hommes (obéissant eux-mêmes à un chef) sur une population de 160 millions d'habitants.

— L'apologie du mouchardage : il est glorieux, là-bas, de dénoncer son ami, son camarade d'atelier, son parent même, si leurs opinions ne sont pas conformes à la juste ligne du P. C. C'est, d'ailleurs, le moyen d'éprouver la sincérité d'un condamné politique qui a pu obtenir sa libération en reniant ses idées.

— L'obligation du service militaire et, partant, la non-reconnaissance de l'objection de conscience; les chefs de l'armée rouge sont des professionnels.

— La vente de l'alcool, même si la fabrication de l'alcool est la seule utilisation possible des céréales et des tubercules avariés par suite de l'incurie administrative.

— Le passeport intérieur, par suite duquel l'immense majorité des habitants de l'U.R.S.S. ne peuvent se déplacer qu'avec l'autorisation du pouvoir local, lui-même tributaire du pouvoir central.

— La quasi-impossibilité de quitter le pays, puisque les frais du passeport, des formalités et du voyage sont énormes et doivent être acquittés en devises étrangères, presque impossibles à trouver pour l'ouvrier soviétique.

— Le mépris officiel de l'espéranto, comme si l'on craignait que son développement en U.R.S.S. ne permette aux ouvriers russes de comparer, malgré la censure, leur sort avec celui des travailleurs des autres pays.

— Le retour au Pari mutuel, ce fléau dont les militants parisiens connaissent bien les redoutables méfaits, tentation qu'un pays vraiment prolétarien ne devrait pas offrir aux caractères faibles.

— En bloc, tout ce que peut produire de néfaste le fait qu'un ou quelques hommes, se jugeant d'une essence supérieure, s'arrogent le droit de diriger à leur guise, vers un but problématique et lointain, et sans souci de ceux qui tombent en route, des millions de leurs semblables.

*
* *

On me demande souvent quel enseignement j'ai tiré de mon voyage.

Cet enseignement est d'ordre négatif. L'expérience russe, qui aurait pu être décisive du point de vue social si la marche en avant de la révolution n'avait pas été interrompue par la prise du pouvoir par un parti politique, doit nous montrer surtout ce qu'il faut *ne pas faire*.

Dans un bouleversement aussi prodigieux, *tout* doit être changé, vieilles conceptions économiques et, surtout, conceptions politiques. A la disparition du capitalisme doit s'ajouter celle de l'Etat, puisque ce dernier ne peut durer que s'il appelle à son aide toutes les institutions nocives qu'on a cru anéantir.

Comment les Russes pourront-ils faire parcourir à la révolution la seconde moitié du chemin? Je l'ignore et ne veux pas jouer au prophète. La terrible leçon qu'ils nous donnent ne doit pas être inutile : à nous de nous en inspirer pour, le cas échéant, ne pas commettre les mêmes erreurs.

Si j'ai pu convaincre quelques-uns de mes lecteurs qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes pour s'émanciper, j'aurai la conviction d'avoir fait œuvre utile.

Paul DHERMY,
Délégué des ouvriers
des Usines Hotchkiss, de St-Denis.

FIN

La Renaissance du Syndicalisme

La grève du Livre à Bordeaux (1)

Après douze semaines de lutte, la grève des Travailleurs du Livre s'est terminée par un échec. A la fin de la douzième semaine la situation restait stationnaire : les patrons refusaient tout pourparler, le bloc des 950 grévistes n'était pas entamé. A l'Assemblée générale du 2 mars, devant le manque de fonds, devant des caisses syndicales qui risquaient d'être entièrement vidées, le secrétaire général proposa la rentrée. Une forte opposition se manifesta et ce ne fut que par environ 300 voix contre 200 que la rentrée fut décidée. Le samedi 3 et le dimanche 4 on apprit officieusement, puis officiellement, que les patrons, forts de leur victoire, posaient à la rentrée des ouvriers des conditions inouies : l'engagement de renoncer à l'organisation syndicale. Monsieur Delmas, véritable maître du syndicat patronal, rêvait de tuer à jamais le mouvement ouvrier et croyait le fascisme définitivement implanté. Il paraît même que certains patrons trouvèrent que le Delmas-dictateur y allait un peu fort !...

Deux assemblées générales tenues le lundi 5 mars décidèrent la reprise du mouvement ; les quelques camarades ayant repris le travail l'abandonnèrent. Des piquets de grève fonctionnèrent le lundi et le mardi et se livrèrent à quelques gestes énergiques d'action directe (plusieurs boîtes furent débauchées). A la suite de ces « incidents », plusieurs camarades furent arrêtés et poursuivis en correctionnelle. Condamnations avec sursis, sauf pour un camarade, encore emprisonné, qui « cumule » plusieurs chefs d'accusation... traditionnels et qui risque de «payer» pour assouvir la vengeance des patrons.

Le mercredi 7 mars, Liochon (de la Fédération confédérée du Livre) et Dubeau (secrétaire général des Syndicats du Livre de Bordeaux) eurent une entrevue avec le Préfet. Les patrons retiraient leur prétention et, selon le Préfet, rien ne s'opposait à l'application de la décision de rentrée votée le 2 mars. Une assemblée générale ratifia la rentrée par 500 voix contre 215, les opposants indiquant que la grève, entrée dans une phase énergique de lutte, devait être continuée jusqu'au bout.

La rentrée s'effectuait aux conditions formulées antérieurement par les patrons (le 4 janvier) : soit 1 fr. 50 d'augmentation. Le cahier de revendications était abandonné. Aucune garantie certaine de réintégration n'était obtenue. Le syndicat décida que tous les ouvriers adresseraient à leurs patrons une lettre individuelle, leur dedandant de reprendre le poste occupé au moment de la grève. Les patrons ont pratiqué la rentrée « au compte-gouttes ». Prétextant de l'impossibilité de renvoyer les jaunes, de la diminution des commandes, du fait que, paraît-il, beaucoup de travaux ont été adressés hors Bordeaux, ils se livrent à un lock-out camouflé. A la date du lundi 19 mars on peut affirmer que sur 950 grévistes, à peine 250 sont réembauchés ! La tactique patronale, inspirée par le célèbre M. Delmas, semble être de lasser les grévistes, devenus chômeurs, et de les réduire, par la misère, à accepter une embauche au-dessous du tarif. Si ce dessein se réalisait, ce serait évidemment la ruine de l'organisation syndicale ouvrière et un retour décisif en arrière dans la corporation du Livre. L'influence de Delmas, véritable dictateur du Syndicat patronal, se fait sentir dans les plus petits détails : le camarade trésorier du Syndicat des papetiers, mutilé de guerre, demandait sa réintégration ; après réunion patronale, son employeur lui a répondu par une fin de non recevoir.

Mieux! Les patrons retardent l'exécution de leurs travaux pour ne pas réembaucher. On se trouve en présence d'un plan concerté de lutte pour la ruine définitive des syndicats ouvriers.

Nos camarades ex-grévistes sont secourus par le syndicat et vont être inscrits au fonds municipal de chômage. Leurs copains des journaux, ou réintégrés, versent une partie de leur salaire journalier. La solidarité de tous les travailleurs ne doit pas leur faire défaut, leur bataille est la nôtre !

Parallèlement à cette lutte féroce contre le syndicalisme ouvrier, le patronat se sert de l'appareil juridique. Les syndicats ouvriers ont déjà été condamnés par défaut à 100.000 frs de dommages et intérêts pour rupture abusive de conventions (l'affaire ira en appel). Ils sont, en outre, assignés en rupture de contrat d'apprentissage et rupture de contrat pour le personnel payé au mois. Aux dernières nouvelles, M. Delmas, débouté sur un cas au conseil des prud'hommes, fait appel devant le tribunal civil.

Dans cette lutte implacable, notons enfin la carence totale de la municipalité bordelaise. Dans mon précédent article, j'avais signalé déjà l'attitude de M. Marquet, se désintéressant totalement du mouvement. Ajoutons que les travaux d'imprimerie de la ville sont confiés à l'imprimerie Caslisa qui n'a cessé d'utiliser des jaunes. Belle référence pour le néo-ministre du... Travail !!

LA SOLIDITE DE L'ORGANISATION PATRONALE

Ce qui caractérise cette grève, c'est l'organisation puissante — insoupçonnée presque — du patronat. Là, front unique sans fissure, bloc compact obéissant au doigt et à l'œil à M. Delmas. Bloc soutenu énergiquement par l'ensemble des syndicats patronaux girondins. Voici un extrait significatif d'une circulaire du 8 janvier aux commerçants et industriels signée Faure. (Chambre de Commerce et Union des Syndicats Girondins).

...« *La Chambre Syndicale des Maîtres Imprimeurs demande aussi à tous les employeurs faisant partie des groupements patronaux, indirectement mais très effectivement intéressés par la résistance que ses membres opposent aux revendications outrancières des Syndicats ouvriers soutenus par l'U.D.C. et la Fédération du Livre, de manifester leur sympathie et leur solidarité agissante aux Maîtres Imprimeurs bordelais en leur réservant leurs commandes d'imprimés actuelles et futures et en ajournant à la fin du conflit toutes celles qui ne seraient pas strictement indispensables à la marche de leurs entreprises* ».

Suit la liste des maîtres imprimeurs « *respectant les engagements de solidarité patronale* » : tous sauf 2 ! Bel exemple de solidarité de classe que les inconscients devraient méditer. Si le syndicalisme ouvrier est divisé il a en face de lui un bloc compact qui, lui, discerne ses intérêts de classe !

Ce « sens patronal » exacerbé a même ému, sur l'instigation de notre camarade Daudin, professeur à la Faculté des lettres, le milieu... peu impressionnable des professeurs de faculté.

L'imprimerie Delmas, s'intitulant, par tradition, « librairie de l'Université », ils ont décidé une enquête sur la grève du livre et la résistance patronale aux revendications ouvrières. La question n'est pas résolue à cette date.

LA CONDUITE DE LA GREVE

J'arrive à la partie la plus délicate : la grève a-t-elle été bien conduite? D'abord des faits : Il est certain qu'une grosse émotion s'est emparée des camarades à la nouvelle de l'échec. Le vendredi 16, le syndicat typographique (section des journaux) a voté la constitution d'une commission d'enquête pour étudier les raisons de l'échec. Ce vote a été acquis par la conjonction des deux « extrêmes » : ceux qui, partisans de l'opposition syndicale révolutionnaire, estiment néfaste cette tactique de grève « dans le calme et la dignité », de grève en vase clos, sans piquets de grève, sans lutte énergique pour le débauchage et contre les jaunes, et ceux qui étaient par-

(1) Voir *R. P.* du 25 janvier.

tisans de traiter à tout prix dès le début de la grève. Le vote du principe de cette commission est nettement une attaque contre la façon dont la grève a été conduite.

Les arguments de l'O.S.R. ont été repris et développés à un meeting récent de la C.G.T. (11 mars) par le secrétaire de l'U.L. unitaire. Etait-ce la place d'une telle intervention? J'en doute, mais cela n'enlève rien à la valeur de certains arguments.

Il est certain — et je me fais ici l'écho de plusieurs camarades — que si dès le début la grève avait été orientée nettement vers l'action directe violente, il aurait été impossible aux pouvoirs publics et à la municipalité de s'en désintéresser aussi totalement. Et les patrons eussent été obligés de « causer ». Maintenant était-il possible d'agir ainsi, avec les troupes dont disposait le mouvement ? Autrement dit, la réaction violente de la fin de la grève devant l'arrogance patronale, était-elle possible dès le début ? Les grévistes étaient-ils nettement partisans de l'action directe ? Bien des camarades ne le pensent pas. Ce qu'on peut incriminer ici, ce ne sont pas les hommes, mais les méthodes. La Fédération du Livre — et je rends hommage à son esprit d'organisation — a toujours été, disons le mot, un bastion du réformisme. Je crains que, dans les circonstances actuelles, en face d'un patronat armé et décidé, certaines méthodes soient périmées. Mais un travail tenace d'éducation est à faire pour transformer des cotisants, des syndiqués, en véritables syndicalistes et pour substituer à une vieille mentalité légaliste un esprit révolutionnaire et audacieux. La parole est aux jeunes, à ceux qui croient en l'avenir du syndicalisme, d'un syndicalisme décidé à lutter, par tous les moyens.

J. BARRUÉ.

Nos amis nous écrivent

Rénovation de l'économie nationale et états généraux du travail

Nous avons reçu, la dernière quinzaine, d'intéressantes lettres de nos amis. Encore qu'elles comportent des critiques à notre égard, et surtout parce qu'elles en comportent, nous les publions. Voici, d'abord, une lettre de Paul Delesalle, l'ancien secrétaire de l'ancienne C.G.T. :

Une lettre de Paul Delesalle

J'avoue que je ne saisis pas très bien la position actuelle de la R. P. *Alors, cette grève ou essai de grève générale* politique *vous enchante. Moi pas.*

La « défense républicaine » l'on nous l'a déjà fait jadis, je cherche en vain à quoi cela a servi.

Et puis Jouhaux allant trouver Doumergue pour l'assurer de sa sympathie sans doute vous ne trouvez rien à dire à cela ? J'espère bien que Laval et Tardieu l'ont félicité. C'est du reste pour cette raison qu'il déconseillait de se joindre à la manifestation socialo-gouvernementale de la place de la Nation.

J'aurais peut-être compris une manifestation aux alentours de la Bourse, cela aurait eu un sens — celle des Réacs autour du Palais Bourbon en avait un — mais que peut bien fiche aux prolos le « triomphe de la République » ?

Vous avez été bien joués à la fois par Jouhaux et ses amis et par les politiciens socialistes. Et personne ne semble s'en être aperçu.

Autre farce. Ce sont les Réacs — encore — qui ont une attitude révolutionnaire et les révolutionnaires qui prêchent le calme et nous voyons les journaux comme le Populaire *et le* Peuple *s'efforcer de prouver que ce sont les manifestants qui ont tiré les premiers et par là sembler prendre la défense des flics et des gardes-mobiles.*

Lorsque dans une prochaine grève, les prolos trinqueront, je ne vois pas bien ce que ces nouveaux défenseurs de « l'ordre » pourront dire. Il m'est revenu que Marquet jubile de « sa presse ».

Autre chose :

Personne à la R. P. *n'a donc lu le dernier « Manifeste » du Comité National de la C.G.T. J'avais, moi, l'impression de lire la prose d'un candidat radical. Rien de ce que Paul Lafargue appelait les « grues démocratiques » n'y manque, même pas le « respect des libertés publiques — lesquelles, bon dieu ? — de la* démocratie, du progrès et de la justice sociale ».

Toutes les balourdises, de Gambetta au père Combes. Et le programme de « Réformes administratives et fiscales », Barthou et Marin peuvent signer cela sans trop se compromettre, n'est-ce-pas ?

De mon temps, on avait une autre conception de ce que doit être le syndicalisme.

Paul DELESALLE.

L'opinion de Guéneau, métallurgiste du Chambon

Voici maintenant l'opinion d'un vieux militant de Chambon-Feugerolles, le camarade Albert Guéneau :

Où nous mènent les bonzes inamovibles de la C.G.T. ? Voilà-t-il pas qu'ils se mêlent à leur tour de vouloir protéger « les épargnants soumis à l'odieux trafic des banques ». Non, mais, est-ce que ces messieurs ne se moquent pas de la figure des ouvriers ? Où est le syndicat des épargnants adhérent à la C.G.T. ?

Je ne crois pas que les épargnants, surtout par les temps qui courent, soient des ouvriers.

Les épargnants soumis à l'odieux trafic des banques sont les rapaces qui placent leur argent pour que celui-ci leur rapporte des rentes qui, en définitive, seront prélevées sur les côtes des ouvriers.

Les « dirigeants » disent que la démocratie, pour triompher de ses ennemis, doit agir sans délai. Que veulent-ils désigner par démocratie ? Pas les seuls ouvriers, sûrement, mais les épargnants, les patrons, les commerçants, les propriétaires qui ont du bien au soleil, les politiciens. En un mot, ils veulent que les ouvriers marchent la main dans la main avec leurs pires ennemis, pour sauver le régime qui les asservit. Je ne croyais pas être confédéré pour accomplir cette besogne.

Mais où ils sont nettement contre la classe ouvrière, c'est quand ils s'affirment partisans de la vie chère en réclamant « la fixation d'un prix rémunérateur pour les produits agricoles ». Le pain à un franc quatre vingt quinze, le vin à deux francs le litre ne leur suffisent pas. Ils veulent à toute force combler les proprios qui ont des terres au soleil, principaux remparts du régime.

Certes, nos chefs parlent de salaires minima par industrie. Ceci ne compensera pas cela, car dans la fixation des prix « rémunérateurs », il sera bien tenu compte des salaires ; donc l'ouvrier sera exactement dans la même situation économique.

Et puis, pourquoi fixer les salaires par industrie ?... Est-ce que le métallurgiste a plus ou moins de besoins à satisfaire que le mineur, le maçon, ou l'ouvrier agricole?

Pourquoi diviser les ouvriers en catégories plus ou moins favorisées ?

Et dans tout cela, où est la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme ? la suppression du salariat ? Que fait-on de la formule confédérale : « Le syndicalisme se suffisant à lui-même » ?

Nous sommes loin de l'idéal révolutionnaire qui anima les fondateurs de la C.G.T.

Albert GUÉNEAU,
forgeron confédéré.

Une question de Boulay

Et voici, pour finir, un mot de Boulay :

La R. P. *est-elle toujours une revue syndicaliste révolutionnaire ?*

Si oui, comme je l'espère, comment se fait-il qu'elle ne nous donne pas, dans son dernier numéro, un commentaire du dernier Comité confédéral ?

Est-ce que la C.G.T. aurait cessé d'être un des organismes réguliers du syndicalisme de notre beau pays de France ?

Et faut-il absolument lire le Peuple *pour savoir ce qui s'y passe ?*

Les syndicalistes révolutionnaires qui ont quitté la C.G.T.U. pour apporter dans la vieille maison un peu d'esprit nouveau auraient-ils abdiqué ?

S'ils n'ont pas abdiqué, que pensent-ils du dernier programme de la C.G.T. ?

La R. P., *par la plume de Louzon, trouve moyen de nous entretenir du Plan de Man, qui est belge.*

Nous aimerions savoir ce que pensent des prolétaires authentiques du plan Jouhaux, qui est plus près de nous.

H. Boulay.

Je dirai brièvement à nos trois amis, et, par la même occasion, à tous les lecteurs de la *R. P.*, que nous avons, nous aussi, le sentiment de n'avoir pas accordé, dans la revue, assez d'importance aux toutes récentes manifestations de la C.G.T., à ces Etats généraux du travail qui se seront tenus à l'heure où paraîtront ces lignes. Chargé de la rubrique syndicale de la *R. P.*, je n'ai pu, je l'avoue, la tenir comme il l'aurait fallu, pris que j'étais, et que je suis toujours, par les multiples détails de notre besogne administrative.

Mais il n'empêche qu'aucun doute ne saurait être possible sur les sentiments qui animent le groupe de la *R. P.*

Oui, nous avons salué le mouvement de grève générale du 12 février comme une nouvelle manifestation de la renaissance du syndicalisme en ce pays. Mais, en raison même de la valeur que nous a paru et que nous paraît toujours revêtir ce mouvement, nous avons constaté, sans étonnement d'ailleurs, que le Comité national de la C.G.T. lui avait donné une bien piteuse suite. Rénover l'économie nationale, vraiment, c'est tout ce que les dirigeants confédéraux ont su tirer de l'action du 12 février ?

Nous continuons à penser, nous, que c'est le mouvement syndical français qu'il importe de rénover, de rajeunir, de renforcer. Et ceci, c'est, avant tout, besogne à faire, méthodiquement, patiemment, dans les syndicats. Nous sommes bien sûrs que les amis de la *R. P.* ne boudent pas à cette tâche, chacun dans sa corporation. — M. Ch.

L'éducation classique nous conduit à un état que j'appelle état de dissociation idéologique, *dans lequel nous avons perdu le sens de la réalité des choses.*

Cet état développe un égoïsme monstrueux qui subordonne toute considération aux désirs de notre appétit et qui nous fait apprécier les ressources mises à notre disposition comme un faible tribut rendu à notre talent. Dans le milieu économique, nous pouvons réclamer une part égale socialement à notre travail, *mais par la dissociation idéologique nous sortons du milieu économique, nous réclamons une part en rapport avec notre* talent, *c'est-à-dire que nous prétendons prélever sur la production ce que nous apprécions être en rapport avec la dignité de notre esprit !*

G. Sorel.

Réflexions d'un prolétaire

en lisant les Commentaires de M. J. R. Bloch sur la philosophie américaine et la philosophie soviétique du travail

---

Les intellectuels de gauche semblent se donner pour mission de parler au nom du prolétariat, d'exprimer ses aspirations. Quelques-uns le font en toute bonne foi et pleins de bonnes intentions. Il n'en est pas moins vrai qu'ils parlent de leur point de vue de bourgeois humanitaires, d'une chose qu'ils ne conçoivent qu'intellectuellement, qui leur reste au fond totalement étrangère parce qu'ils ne vivent pas, et par conséquent ne peuvent pas sentir comme celui dont ils se font les porte-paroles. S'efforcer d'imaginer le sort de celui qui, chaque jour, s'en va au dur labeur de l'usine ou de la mine pour gagner juste ce qui lui permettra d'y retourner le lendemain, qui rentre le soir las de son effort, abruti par le bruit, l'atmosphère viciée, l'ambiance déprimante, écœuré, découragé de se voir esclave sans espoir, traité non seulement sans humanité, mais encore avec moins d'égards que le matériel parce que le matériel a une valeur et que lui n'en a pas ; se représenter l'angoisse du travailleur qui a perdu son gagne-pain et qui ne peut plus nourrir ses enfants et encore moins les soigner s'ils sont malades, etc., etc... : notre intellectuel peut le faire... un instant, plus ou moins superficiellement, mais il reste le monsieur dont les besoins sont satisfaits et ne peut à aucun moment se mettre dans la peau de celui qui souffre toutes ces affres. Il peut se les représenter, ressentir une certaine compassion et désirer sincèrement des améliorations ; mais il ne vit pas toute cette misère, et imaginer — si intensément que ce soit — la douleur des autres, ce n'est pas en sentir le cisaillement dans sa propre chair, dans son propre cœur.

Il y a aussi la souffrance — plus rare certainement, et à laquelle sans doute nul ne pense jamais — de celui qui, tout en gagnant à peu près bien sa vie, porte au cœur le regret nostalgique et la poignante révolte de se sentir prisonnier de son labeur et dans l'impossibilité absolue et sans espoir de donner libre cours à ses élans les plus vitaux, de voir les jours passer, ses forces, son activité, ses facultés s'épuiser à une tâche rude et rebutante ; puis de voir ce qui se passe autour de lui : tant d'hommes déchus de leur droit à être autre chose que des machines et qui s'en accommodent... Ils sont trop las peut-être depuis des générations pour savoir encore qu'ils sont des êtres pensants, qu'il y a dans la vie autre chose que le pain et qu'ils y ont droit... Mais cela ils l'ont oublié ; pliés depuis des siècles sous le joug, tous les élans ont été brisés, toutes les révoltes reconnues inutiles se sont apaisées ; la morale, civique ou religieuse, a fait son œuvre anesthésiante, l'enlisante résignation s'est emparée des esclaves, pauvres bêtes de somme qui sont arrivées à se satisfaire d'une ration suffisante.

La ration suffisante... la voici plus que jamais le but suprême, aujourd'hui qu'elle est refusée à des millions de chômeurs totaux ou partiels... et voilà qu'ils se résignent encore... Et quand éclate un scandale qui étale au grand jour la pourriture du régime, ce n'est pas eux qui descendent dans la rue pour prendre d'assaut la Chambre des Députés... Ils se contentent de supplier par la voix de leurs syndicats pour obtenir le maintien ou du moins le minimum de diminution de leur salaire.

Les réveiller de ce sommeil de mort, les rappeler à la vie, leur vie d'être humain, leur faire prendre conscience de ce qu'on a fait d'eux, éclairer leur compréhension, ranimer leur ardeur, en un mot libérer, *déchaîner* leur force, voilà ce que vous devriez tenter, intellectuels révolutionnaires... si vous étiez révolutionnaires, mais vous ne

voulez pas cet éveil et c'est sur la pointe des pieds que vous approchez ces hommes endormis pour jeter dans leur sommeil le rêve de cette usine modèle où ils trouveraient la joie de vivre tout en restant asservis à *votre* classe.

Et c'est pourquoi, lorsqu'une voix s'élève du sein de cette masse vers laquelle vous préférez vous pencher que de l'élever à vous, pour dire *lui-même ses* souffrances, *ses* soifs, *ses* conceptions, en un mot pour exprimer la réalité vécue et non plus des élucubrations cérébrales, abstraites, sans fondement, et souvent perfides, on ne veut pas l'entendre : cela gêne comme tout ce qui est vrai, c'est le reproche vivant, et cela pourrait aussi contribuer à cet éveil dont vous avez peur, parce que, avant que soit réalisée cette véritable société humaine à laquelle nous rêvons, où il n'y aura plus de classes en lutte, mais des hommes, des individus en pleine possession de tous leurs droits, il faudra que soit écrasée la classe opprimante, cette classe à laquelle — que vous le reconnaissiez ou non, vous êtes liés et aux privilèges de laquelle vous participez.

Nous ne voulons pas être des esclaves satisfaits

M. Jean-Richard Bloch fait une sorte de parallèle entre la philosophie américaine et la philosophie soviétique du travail. Ses suffrages vont à cette dernière parce qu'il croit y découvrir la réalisation d'un harmonieux équilibre entre le désir universel de bonheur et la nécessité inévitable du travail. Il semble croire comme « on lit couramment » qu'une société socialiste, collectiviste, communiste, prolétarienne, comme on voudra l'entendre, « reposera sur le travail ». Il faudrait savoir quelle signification il faut donner à « reposer sur le travail » ? Si l'on veut dire par là que la société reposera sur un travail auquel *tous* prendront part et qui n'aura plus pour objet la production d'une plus-value, privilège d'une classe aux dépens de l'autre, mais la production des choses nécessaires à la satisfaction des besoins de tous, je suis d'accord. Mais je crains bien qu'une telle interprétation ne soit pas la bonne, car on parle toujours d'une classe ouvrière qui aura son « club *ouvrier* », ses « cités *ouvrières* », ce qui suppose une autre classe qui restera la généreuse dispensatrice de tous ces bienfaits ! Et alors, l'émancipation du travail restera à accomplir. Or, c'est pour cette émancipation que je veux lutter. Ce que je veux, c'est la possibilité de *vivre*, de m'épanouir, d'utiliser *à mon gré* mes forces et mes aptitudes.

Il est évident que pour permettre cela et pour pourvoir aux besoins de tous un certain travail doit être fait. Mais je le veux allégé à l'extrême par la machine et réparti de telle façon entre tous que sa durée quotidienne soit pour chacun aussi courte que possible.

Si l'interlocuteur de M. Maurois évoque « la loi primitive » : « Tu enfanteras dans la douleur et tu gagneras ton pain à la sueur de ton front », il se peut que ce soit parce qu'il est « encore dominé par la hantise des sombres légendes » de la Bible. Moi, je n'ai que faire de la Bible et des dogmes. Je n'y « adhère » ni n'en « prends le contrepied » parce que, pour moi, ce sont là enfantillages dont il ne me vient plus depuis longtemps à l'esprit de m'occuper. Mais cette fameuse loi « Tu enfanteras dans la douleur et tu gagneras ton pain à la sueur de ton front » n'est pas une loi-commandement ; elle est une loi-constatation-d'un-fait : Effectivement, la femme enfante dans la douleur ; effectivement, l'homme, pour produire sa nourriture, doit fournir un effort. Or le travail peut — ainsi que le fait l'américain de M. Maurois — être comparé à la douleur avec cette différence toutefois qu'il est à la fois moins pénible et plus inévitable car il est bien certain que les « conditions matérielles du travail pourront être indéfiniment corrigées sans qu'on parvienne jamais à supprimer le travail ».

Mais ce travail ne sera jamais pour moi une joie, ni l'usine « le lieu où j'aurai hâte de me rendre »... L'usine peut et doit être rendue supportable : hygiène parfaite, minimum de risques, travail réduit et facilité au maximum ; c'est simplement élémentaire et il n'y a pas à s'extasier là devant. Il faut plutôt pleurer — ou rire — des conditions actuelles de travail et de vie d'êtres qui se prétendent civilisés. Je veux ces conditions de travail aussi bonnes que possible, améliorées chaque jour ; mais je ne demande rien d'autre à l'usine et n'accepterai rien de plus. Je veux venir y donner ma part d'activité et la donner de tout cœur, de mon mieux, puisque je saurai que je travaille pour la satisfaction des besoins de tous et non plus pour le profit de quelques-uns ; mais une fois ma contribution apportée, *je ne veux pas* trouver sur le lieu du travail « ce qui peut et doit rendre la vie plus digne d'être vécue » ; cela, je veux aller le chercher moi-même, ailleurs, où je veux. Je ne veux pas qu'on m'impose quoi que ce soit, fût-ce mon bonheur, car il ne pourrait pas ainsi être mon bonheur. Et je souhaite que tout ouvrier sente, comme je le sens, que là serait une nouvelle contrainte, un nouveau procédé d'exploitation. Vous rêvez de satisfaire des esclaves et moi je veux des hommes libres.

Nous voulons l'abolition du salariat

Vous pensez que des réformes s'imposent mais vous n'envisagez pas le changement profond, absolu auquel tout véritable révolutionnaire aspire, cette transformation de fond en comble qui ferait naître la possibilité pour tous d'une condition véritablement humaine, qui mettrait fin à ce monstrueux gaspillage des forces vives de l'humanité dont la plus grande partie, non seulement se trouve dans l'impossibilité de se cultiver et de prendre son essor, mais se voit au contraire volontairement maintenue dans l'ignorance, l'abêtissement et la veulerie, bafouée par les profiteurs, trahie par ses soi-disant défenseurs (chefs de partis et de syndicats), trompée toujours parce que dans l'incapacité de prendre son sort entre ses propres mains.

Certes, vous avez compris que le régime actuel a fait son temps, mais si vous êtes contre cette forme de capitalisme, vous entrevoyez avec complaisance un capitalisme rénové, capitalisme d'Etat comme en Russie. Mais le prolétaire conscient, lui, aspire à tout autre chose et n'entend pas faire la Révolution pour simplement changer le mode de l'exploitation dont il est l'objet. Il sait que tant qu'il travaillera pour un salaire, il sera toujours lésé, que ce soit au profit d'un patron particulier, d'une société anonyme ou de l'Etat-patron : *l'abolition de l'exploitation capitaliste réside dans l'abolition du salariat.*

M. Bloch serait-il si ignorant ?

Je veux bien croire qu'il est des gens qui, d'une part, ignorent tout ou presque du marxisme et qui, d'autre part, mal informés, se méprennent au sujet de l'U.R.S.S. Il me semble pourtant que M. Jean-Richard Bloch ne doit pas être sans connaître les conditions de travail et de vie auxquelles est soumis l'ouvrier russe. Il doit savoir, comme moi, que celui-ci s'est vu retirer toutes les libertés, même celles dont jouissent encore les prolétaires de nos pays capitalistes ; il n'a même plus la possibilité de choisir son exploiteur, puisqu'il n'y a plus là-bas qu'un maître — l'Etat — à qui il est livré pieds et poings liés (1).

Naturellement, je ne perds pas de vue l'ultime argument des apologistes enthousiastes du régime soviétique (qui n'a de soviétique que le nom) : « Régime transitoire », « L'ouvrier russe travaille pour l'avenir », etc., etc... Et c'est avec ces raisons que l'on peut continuer à

(1) On sait en effet que certains décrets concernant les fluctuations de main-d'œuvre, promulgués par Staline, retirent à l'ouvrier russe la possibilité de quitter son atelier s'il ne s'y trouve pas bien. Il devient ainsi une sorte de forçat.

berner les ouvriers de chez nous quand ils s'avisent de douter du « paradis socialiste » en voie de réalisation... mais dont on est toujours aussi loin depuis seize ans que la « Révolution est faite ».

Bien sûr, la société communiste idéale ne peut se créer en un jour, mais il faut tout de même ne pas perdre le but de vue et on doit crier casse-cou quand on se rend compte qu'on a totalement abandonné la voie qui y mène. Or que se passe-t-il là-bas ? L'ouvrier travaille dans des conditions que je n'entreprendrai pas de décrire ici, sans aucun profit pour lui, le fruit de son labeur servant d'une part à l'entretien du formidable appareil bureaucratique et policier qui règne en U.R.S.S. et de l'armée rouge ainsi qu'à la fabrication intensive des armements, d'autre part à l'hypothétique « construction du socialisme » qui consiste, comme on sait, à édifier des usines monstres, des barrages, des canaux, toutes choses qui se font partout ailleurs où le régime capitaliste est encore en vigueur. Tout marxiste sait en effet que c'est l'industrialisation poussée à son plus haut point qui constitue les bases du socialisme ; mais ces bases, *c'est le système capitaliste qui les jette*. Et c'est précisément parce qu'elles sont déjà jetées dans les principaux pays capitalistes : Amérique, Allemagne, Angleterre, France, etc. que le monde capitaliste est entré définitivement en contradiction avec son propre système de production.

Je crois inutile d'insister pour démontrer que l'U.R.S.S. n'est pas un Etat prolétarien et que le capitalisme d'Etat qui y règne n'a rien à voir avec le socialisme et encore moins avec le communisme, but de la révolution prolétarienne. Disons simplement pour conclure que tant que l'Etat restera une chose « au-dessus » du prolétariat, cela signifiera que celui-ci n'est pas encore libéré, qu'il est encore exploité par une classe — qu'elle se nomme bureaucratie, cela ne change rien à l'affaire — qui possède l'Etat, c'est-à-dire les moyens de production. Il sera devenu le maître, le « dictateur », lorsque l'Etat sera son expression et son serviteur.

D. ATTRUIA.

A Stains : "les purs" contre l'unité

Alors qu'à Saint-Denis Doriot réalise loyalement avec les socialistes locaux l'unité d'action antifasciste — ce qui lui vaut une offensive en règle de l'état-major du P.C. lequel a essuyé un premier échec à la conférence du Rayon — dans la localité ouvrière toute voisine de Stains, les communistes sont parvenus à briser l'unité morale qui s'était réalisée le 12 février.

Le 12 février, un meeting avait, dans la matinée, réuni unitaires et confédérés, communistes et socialistes. Ces derniers, depuis dix ans violemment opposés sur le terrain électoral, avaient, en un jour, rassemblé leurs forces contre le danger fasciste. Une manifestation eut lieu derrière les deux drapeaux, socialiste et communiste.

Un meeting commun, plus large, fut décidé. Il s'est tenu le samedi 24 mars. Près de 400 ouvriers de Stains se pressaient dans la salle du Gymnase où devaient parler, pour les communistes, Tschann et Lepreux, pour les socialistes, Droit et Maurice Maurin.

Tout allait à peu près bien quand le citoyen Lepreux, permanent — naturellement ! — de la région parisienne du parti communiste, entreprit d'égrener le chapelet des accusation antisocialistes. Tout y passa, et je vous fais grâce du détail, car vous lisez probablement encore *l'Humanité*.

Encore qu'il ne soit pas dans mes intentions ni dans mes habitudes de défendre les socialistes, je dois constater que l'effet des premières paroles de Lepreux fut net, et immédiat. Interruptions, cris, vociférations, altercations, tout s'ensuivit. Au désir sincère d'unité des socialistes locaux, seule l'injure fit réponse.

A une heure du matin, ça durait encore : la ménagerie n'avait pas fermé ses portes.

Tout ceci, hélas ! pour lutter contre le fascisme...

M. CH.

FAITS ET DOCUMENTS

Le « plan » de Man

*Du camarade Jean Giry dans l'*EFFORT, *cette conclusion d'une étude sur le plan de Man :*

Pour le travailleur exploité, il n'y a pas un capitalisme financier, ou industriel, ou agricole. Il y a le capitalisme exploiteur. Je ne vois pas ce que viendraient faire des ouvriers (qui ont intérêt à la disparition du régime qui les exploite) avec ces classes moyennes (qui ont intérêt à modifier le régime... mais pour conserver profit et puissance). L'expérience historique des révolutions devrait servir. Les ouvriers, les travailleurs, les opprimés se révoltent. Mais leurs justes aspirations sont habilement canalisées par de nouveaux tyrans. L'oppression n'est pas abolie. Elle n'est que changée. Prolétaires, songez que, si c'est vous qui faites les révolutions — en payant de votre peau — c'est à d'autres qu'elles profitent. Restez vous-mêmes ! Pensez par vous-mêmes ! Agissez vous-mêmes, et de vous-mêmes !

Un grave reproche, sûrement, me sera fait : Tu attaques le plan belge. Qu'as-tu pour mettre à la place ? A ce camarade, je répondrai : le régime capitaliste n'est guère brillant. Si le prolétariat est épuisé, la bourgeoisie, surtout la bourgeoisie des classes moyennes, ne vaut guère mieux. Il n'est qu'à voir son mécontentement, son trouble, son inquiétude.

Le plan belge se propose de sauver ces classes moyennes. Je crois que les travailleurs ont autre chose à faire : se sauver eux-mêmes. Comment ?

1° *En se défendant*. Du fascisme surtout, du fascisme des classes moyennes justement. Et pour cela, *en réalisant* l'Unité Prolétarienne syndicale, et non un « assemblage » hybride, incohérent, néfaste. Propagandistes, hommes d'action, voilà du travail utile.

En défendant leurs libertés, libertés syndicales et libertés d'hommes — et cela par des armes spécifiquement ouvrières et principalement la grève générale (la journée du 12 février est une indication précieuse) ;

2° En attaquant, s'il le faut, là où le capitalisme présente des fissures et des points faibles, et en utilisant toujours des armes ouvrières : la grève encore, par exemple (voir comment la plupart des réformes sont arrachées au patronat par les ouvriers).

Travailleurs, prolétaires, ne nous épuisons pas en des efforts qui se retourneront contre nous ; tâchons de constituer un bloc syndical uni.

Avant de terminer, je suis heureux de voir que de Man se préoccupe du fascisme. C'est là un proche danger, répétons-le. Il a élaboré un plan ingénieux, cohérent, logique, qui a au moins le mérite d'exister, et par là même de nous faire réfléchir. Mais je redoute les dangers de l'Etatisme. Je lis dans le plan même : « la résistance de nos adversaires peut nous contraindre à renforcer temporairement l'autorité de l'Etat ». Je redoute la formation d'une classe de techniciens, de politiciens, de bureaucrates (il n'est qu'à lire le plan pour se rendre compte du nombre de consortiums, de commissariats, d'instituts qui apparaîtraient sur la petite Belgique fortement centralisée).

Je redoute, c'est en toutes lettres dans le plan, l'apparition « d'un *corps d'élite* d'ingénieurs, d'auxiliaires sociaux », véritable oligarchie en herbe qui exploitera intellectuellement le prolétariat que le Capital continuera d'exploiter matériellement.

Et pour conclure, deux mots sur l'économie dirigée suivant le plan belge en particulier et les plans en général.

Economie dirigée ? Parfait ! Mais je crois qu'il est bon de se poser les questions suivantes : dirigée dans quel but, par quel moyen, par qui ? La réponse des prolétaires à ces questions, je crois qu'elle peut être celle-ci : économie dirigée dans un but prolétarien, c'est-à-dire dans le but de relever la classe ouvrière exploitée, de la libé-

rer de ses chaînes (et non de remplacer ses chaînes)), de réaliser le socialisme (le vrai). Economie dirigée par les syndicats, véritables « partis ouvriers ».

Le but à atteindre, c'est le Socialisme.

Le moyen de l'atteindre, c'est le Syndicalisme.

La situation du parti socialiste en Suède

Nous empruntons au NEW LEADER, *l'organe de l'Independant Labour Party anglais, les renseignements suivants sur la situation en Suède, qui montrent que la scission entre les éléments restés à peu près socialistes et les éléments nationalo-fascistes à la Marquet et à la Déat qui peuplent les partis socialistes, est un phénomène qui tend à se produire à l'échelle internationale :*

La scission entre réformistes et révolutionnaires est en train de se développer au sein du parti social-démocrate suédois. En même temps, le front unique s'établit entre les militants socialistes et le parti communiste suédois (non adhérent à l'Internationale communiste). L'exclusion du député Albin Ström a été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres.

La lutte a commencé à propos de la politique suivie par le gouvernement, qui est constitué par une coalition du parti social-démocrate et de l'Union agraire. Aux élections de 1932, les trois partis ouvriers avaient obtenu exactement la moitié des suffrages, mais par suite du découpage des circonscriptions, ils n'eurent que 112 députés contre 118 aux partis bourgeois.

Voici quelle était la répartition des suffrages et des élus entre les trois partis ouvriers :

	Nombre de suffrages	Nombre d'élus
Parti social-démocrate	31,7 %	104
Parti communiste (non adhérent à l'I. C.)	18,5 %	6
Parti communiste (adhérent à l'I.C.)	3 %	2

Au lieu d'établir un front unique avec les autres partis ouvriers, le parti social-démocrate s'allia aux paysans. Le gouvernement s'assura leur appui en élevant de propos délibéré les prix des produits alimentaires consommés par les ouvriers. En même temps on procédait à la diminution des salaires et des indemnités de chômage, et on introduisait le travail forcé pour les jeunes gens.

La tactique du parti social-démocrate est d'empêcher l'Union agraire de constituer un front fasciste avec les partis de droite. Mais pour y arriver, il faut accepter constamment toutes les exigences de la droite et supprimer l'action de masse des travailleurs par tous les moyens.

Les chefs de droite du parti social-démocrate sont Albin Hansson, le premier ministre, et Richard Lindstroem, secrétaire du parti, mais ils rencontrent une opposition de plus en plus vive de la part des militants du rang.

Afin de diminuer l'influence de Ström, l'Exécutif du Parti avait, l'an dernier, envoyé Lindstroem diriger le journal social-démocrate de Goeteborg, ville qui était la forteresse de Ström. Lindstroem y exposa le point de vue de la droite avec une arrogance intolérable. Il demandait une augmentation du budget de la guerre et plaidait pour la défense de la Suède capitaliste. Il alla même jusqu'à dire que si le maintien de l'autorité de l'Etat exigeait la réduction des droits syndicaux, il fallait le faire. Il défendit la participation de Mac Donald au gouvernement « national » britannique, et la politique « national-socialiste » de Renaudel en France.

Quant à Albin Ström, qui a été exclu du parti, il est le président des syndicats de Goeteborg, qui le soutiennent fortement. Il a également l'appui du député Hendrikson, président des Jeunesses. Le parti compte 39.000 membres à Goeteborg, et il ne fait pas de doute que, dans leur grande majorité, ceux-ci ne soient pour Ström.

Actuellement Ström travaille avec le Parti communiste (non adhérent à l'I.C.). Il a organisé un front unique dénommé l'Association des Travailleurs Socialistes, où se rencontrent à la fois des militants social-démocrates et des membres du parti communiste. On est en train d'organiser une immense démonstration où parleront les leaders qui soutiennent Ström.

Les militants social-démocrates ont été invités à rester dans le parti, et à y défendre le front unique révolutionnaire contre le fascisme. Cette politique est nécessaire pour que l'attaque contre les chefs de droite puisse se développer à travers tout le parti. Une scission immédiate pouvait conduire à l'établissement d'un mouvement fort et agissant en certains points, mais elle diminuerait les possibilités d'un redressement national.

Il y a peu d'espoir que le petit parti communiste adhérent à l'Internationale communiste se joigne au front unique. Sa détestable politique à l'égard des syndicats lui a fait perdre toute influence auprès des masses. Il dénonce Ström comme un dangereux « social-fasciste de gauche ». Les membres de Goeteborg n'ont pas cette opinion, mais ils ont été exclus par le Comité central.

Il y a à l'heure actuelle les plus grandes possibilités d'unir les travailleurs suédois dans une action virile. Cela s'accomplira sur la base d'une répudiation du réformisme.

L'inflation hitlérienne

*Le camouflage est l'une des grandes armes de l'hitlérisme. Rien d'étonnant donc à ce que Hitler, ne pouvant faire face aux énormes dépenses de son régime, que par l'inflation, fasse de l'inflation... camouflée. Le mark continue à être une monnaie « saine », faiblement garantie, mais néanmoins garantie ; seulement, à côté du mark, on a émis toutes une série d'autres monnaies, dont le montant global est inconnu, qui, elles, ne sont garanties par rien du tout : de pures fausses monnaies. En voici l'énumération d'après le journal l'*INFORMATION :

Les symptômes d'inflation se sont multipliés depuis quelque temps, derrière le camouflage d'une abondance de monnaie consécutive à la crise et qu'on a cachée jusqu'ici au public en truquant les noms donnés aux nouveaux moyens de paiement.

Ainsi les « *Bedarfsdeckungsscheine* », ou notes destinées à subvenir aux besoins d'une certaine classe sociale, ont tout à fait le caractère de billets de banque. Elles sont données, en grande quantité, en paiement, à titre d'indemnités, comme tantièmes, gratifications de Noël, prêts de mariage, ou diffusées par les organisations de bienfaisance. Certaines ont une double feuille, portant au verso 25 coupures de 1 mark.

Le montant de ces signes est tenu strictement secret. Il est connu seulement qu'il en a été délivré pour 50 millions de marks par les institutions de bienfaisance et que les prêts de mariage dépassent cent millions.

Les *Zinsverguetungsscheine* sont remis aux propriétaires d'immeubles qui bénéficient d'une subvention de l'Etat de 20 à 50 % à fonds perdus, lorsqu'ils procèdent à la division des grands logements ou à des réparations. Ils reçoivent alors 6 billets, amortissables en 6 ans, représentant chacun 4 % de la somme investie dans ces travaux, qui sont remis par le propriétaire aux artisans qui les ont effectués. Ces papiers ne sont pas négociés à la Bourse, car ils ne représentent que 5, 3, 2 et même 1 mark chacun. Mais les banques les prennent avec une perte de 30 à 35 %.

Les plus anciens des moyens de paiement supplémentaires sont les *Bons d'impôt* (*Steuergutschein*) qui ont été créés par le gouvernement von Papen. Ils étaient remis aux entrepreneurs qui pouvaient, avec ces billets, s'acquitter de leurs obligations fiscales pour certaines catégories d'impôts. Ils portent des dates d'échéance fixes, auxquelles ils doivent être donnés en paiement aux fournisseurs, ou vendus en Bourse aux cours officiels. Certains de ces bons ont aussi été utilisés comme salaires des ouvriers nouvellement engagés. Ces bons ont la dénomination de « moyens pour le paiement » (Mittel zur Zahlung), afin de préciser qu'ils ne constituent pas des « moyens de paiement » (Zahlungsmittel).

La Reichsbank régularise le cours de ces bons, dont le montant dépasse un milliard de marks. La Reichsbank

ou les autres banques officielles en détiennent pour plusieurs centaines de millions. On a depuis longtemps oublié que le service de la dette (Reichsschulden-Verwaltung) a nié la légalité de ces bons, parce que des moyens de paiement ne peuvent être créés que par des lois votées par le Reichstag.

Si ces papiers représentent de la petite monnaie, la traite pour l'organisation du travail (*Arbeitsbeschaffungswechsel*) représente un moyen de paiement pour les grandes transactions. L'institut chargé du financement des nouveaux travaux, la Société pour les Travaux Publics, avait, jusqu'au 1er février, accordé 1 milliard 100 millions de marks de crédits, dont 480 millions de marks payés, auxquels s'ajoutent 1 milliard 100 millions pour la construction de routes pour automobiles. Ces traites sont acceptées sans difficultés comme espèces, puisqu'elles s'escomptent normalement. Elles constituent même une fraction des réserves liquides des banques. Depuis la fin de 1932, il a été escompté un milliard de marks de ces traites, rien que dans les Caisses d'épargne.

Le déficit du budget mussolinien

C'est également à l'Information, que nous empruntons les renseignements suivants sur le budget italien :

Le déficit est chronique dans les budgets italiens : 3.687 millions pour l'exercice 1931-32 ; 3.937 millions en 1932-33 ; plus de 4 milliards prévus pour l'exercice en cours. L'économie de près d'un milliard résultant de la conversion atténuera à l'avenir les insuffisances de recettes : mais les estimations officielles initiales fixent encore à près de 3 milliards le déficit pour 1934-35, et l'Italie n'ignore pas les crédits supplémentaires. Le déficit italien est *proportionnellement plus élevé que le nôtre*. Malgré de sérieuses compressions, *un budget de dépenses de 20 à 22 milliards de lires est lourd* pour un pays deux fois moins riche que le nôtre. *Lourde également la Dette, qui dépasse 100 milliards*, et s'accroîtra encore ; contre-partie d'une politique qui voit grand. La Caisse autonome n'a fait aucun amortissement durant le premier semestre 1933-1934.

ENTRE NOUS

Des possibles !

Un camarade de la Charente nous écrit :

L'avant-dernière R.P. m'indique 15 abonnés au lieu de 7 précédemment en Charente. L'augmentation vient sans doute de la liste des « possibles » que je vous avais adressée l'an passé.

Vous ne voulez plus de « possibles ». Trop cher. Envoyez-moi donc la liste des abonnés du département. Je verrai ensuite s'il n'y a pas moyen de pénétrer ailleurs que dans l'Enseignement. Il doit y avoir possibilité de faire quelque chose à la fonderie de Ruelle. (Les 3 syndicats, confédéré, autonome et pur, font le front unique depuis un an et ont de bons résultats). Je verrai aussi au siège de l'U.D. Si je ne vois pas la possibilité de joindre ces camarades, nous referons comme l'an passé, mais je vous paierai les frais.

Nous avons expédié aussitôt la liste des abonnés charentais ; en même temps, nous précisions à notre ami comment, à présent, nous utilisons les adresses de « possibles » qui nous sont envoyées. Sans doute, dans nos explications parues le 10 janvier, nous nous sommes mal fait comprendre. Comme d'autres camarades ont pu s'y tromper, répétons que ce que nous avons abandonné, c'est *le recouvrement postal* pour les « possibles » : ce moyen nous coûtait les yeux de la tête. Mais il était bien entendu, qu'aux adresses qui nous sont communiquées, nous expédions les 2 numéros du mois en cours et la circulaire de sollicitation, affranchie à 0 fr. 50.

Il faut donc, tout en pratiquant la meilleure méthode de recrutement des abonnés, la méthode directe, continuer à nous envoyer les adresses de tous ceux que l'on juge susceptible de s'intéresser à notre effort.

En même temps que des abonnés directs, des possibles ! des possibles !

Renouvelez ! Renouvelez !

D'un camarade parisien :

Hier, j'ai envoyé à la R. P. un mandat-chèque de 30 francs, dont 20 pour mon réabonnement et 10 pour les frais divers que j'ai pu vous occasionner, en vous obligeant, par suite de négligence de ma part, à m'adresser un mandat de recouvrement que j'ai refusé. Mon budget familial est, en effet, un peu trop lourdement grevé à mon gré, et surtout à celui de ma femme, par des cotisations et abonnements divers, si bien que j'avais résolu de ne plus me réabonner à la R. P. Mais je me suis rendu compte que votre revue est vraiment trop intéressante pour la « laisser tomber », surtout en ce moment où il semble que l'unité de la classe ouvrière marche à grands pas dans la voie de la réalisation, malgré les dirigeants bolcheviks, qui n'arrêtent pas leur œuvre malfaisante de division par les insultes qu'ils ne cessent de prodiguer à l'égard des socialistes et autres. Je finis par croire que les dirigeants de la IIIe Internationale craignent bien moins le fascisme que l'union des forces ouvrières. C'est écœurant !

Profitons de cette occasion pour recommander à tous nos abonnés de renouveler dès qu'ils reçoivent avis de l'expiration de leur abonnement. Si, par hasard, ils ne peuvent le faire tout de suite, qu'ils nous préviennent. Ils nous éviteront ainsi du travail, et aussi des frais. Songez qu'un recouvrement postal de 23 francs rapporte aux P.T.T. 3 fr. 35 !

Remarques

Notre vente au numéro est quasi inexistante. Or nous remarquons dans le bilan des camarades de la *Voix communiste* (organe des trotskystes belges) un produit de vente au numéro s'élevant à 44.000 francs sur une recette totale de 54.000 ! Voilà qui devrait faire réfléchir nos amis.

Les abonnements nouveaux

(du 1er janvier au 20 mars)

Paris, 7 ; Seine, 7 ; Seine-et-Oise, 2 ; Ain, 1 ; Algérie, 1 ; Alpes-Maritimes, 4 ; Ariège, 1 ; Aube, 1 ; Calvados, 1 ; Côtes-du-Nord, 1 ; Finistère, 1 ; Hte-Garonne, 1 ; Loire, 24 ; Loire-Inférieure, 1 ; Lot-et-Garonne, 1 ; Marne, 1 ; Mayenne, 1 ; Puy-de-Dôme, 1 ; Basses-Pyrénées, 3 ; Bas-Rhin, 1 ; Rhône, 2 ; Haute-Saône, 2 ; Seine-Infér., 4 ; Var, 1 ; Vendée, 1 ; Vosges, 1 ; Etats-Unis, 1 ; Hollande, 1 ; U.R.S.S., 2. — Total : 76.

Abonnements de soutien

Nous avons reçu : Vidal (Haute-Loire), 50 ; Brun (Loire), 100 ; Lacoste (Meurthe-et-Moselle), 100 fr. — Merci à tous !

AMIS,

envoyez-nous des possibles

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

COOPÉRATIVE OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE ÆGITNA, 27, RUE DE CHATEAUDUN, 27 CANNES. — TÉLÉPHONE : 35-59. —

Chèque postal
PARIS
Nos 43-08

LIBRAIRIE DU TRAVAIL

17, Rue de Sambre-et-Meuse — PARIS (10e)

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

Pour suivre le carnet de route de Paul Dhermy, pour lire avec profit les notes d'Yvon sur l'U.R.S.S.

demandez à la

LIBRAIRIE DU TRAVAIL

LA GRANDE CARTE MURALE

DE L'U.R.S.S.

EN COULEURS

Politique, Ethnique, Economique

1 mètre 30 de large - 1 mètre de haut

Prix : 15 francs

CAMARADES,

Si vous voulez avoir une vue **d'ensemble** de l'histoire du monde, il vous faut lire le

Précis de Géographie Economique

de J. F. HORRABIN

traduit par J. PÉRA

ce livre vous est **indispensable.**

C'est une explication marxiste des civilisations passées et du monde moderne. Demandez-le en envoyant **9 francs** à notre compte de chèques postaux : Révolution Prolétarienne, Paris 734-99 ; — ce volume qui comporte 132 pages et 45 cartes vous sera adressé franco.

L'opinion des militants

Sur la bande d'un livre nouvellement édité, on pouvait lire cette semaine cette phrase d'un critique : J'AI COMMENCÉ DANS LA SOIRÉE LA LECTURE DE CE ROMAN, ET JE L'AI ACHEVÉ A QUATRE HEURES DU MATIN. *Je pourrais dire à peu près la même chose du* PRÉCIS DE GÉOGRAPHIE *de J.-F. Horrabin, tant il est attrayant.*

Magdeleine PAZ.

(Monde)

⁂

C'est une vision claire du monde ; c'est une explication de l'histoire contemporaine en même temps ; c'est l'ensemble des faits qui paraît si complexe tout d'abord, disséqué avec art ; c'est le fil d'Ariane dans le labyrinthe des grands intérêts humains.

Ch. BOUSSINOT.

(Le Semeur)

⁂

L'importance de ces documents et la justesse générale des idées qu'ils appuient, la voie qu'ils ouvrent à la réflexion et au désir de connaître n'échapperont à personne et seront, pour les étudiants ouvriers français, comme ils l'ont été pour les étudiants anglais, un excellent stimulant intellectuel

H. L.

(Le Libertaire)

⁂

Ne manquons pas d'avertir que, par les soins de la Révolution Prolétarienne *(qui doit en être sincèrement remerciée, comme d'un service rendu), vient de paraître en français un petit livre extrêmement utile pour la connaissance du monde tel que l'a fait l'impérialisme du capital, et par conséquent pour notre propagande, laquelle doit partir des* faits, *se nourrir des* faits, *revenir sans cesse aux* faits.

Amédée DUNOIS.

(La Bataille Socialiste)

L'opinion des pédagogues

On éprouvera sûrement, à lire ce livre, une grande satisfaction intellectuelle, car il est neuf d'un bout à l'autre. Il repose sur une conception de la géographie qui séduira. Précis de Géographie économique : *l'on s'attendait à des statistiques et nomenclatures et voilà une image vivifiée du monde, un récit entraînant de la conquête du globe.*

C'est dans les livres de ce genre que s'organisera demain, sous une forme aisément vulgarisable, la vraie culture prolétarienne.

A. RICHARD.

(Ecole Emancipée)

⁂

Comme exemple de ce que peut être un ouvrage de science matérialiste, où les faits rejettent toute phraséologie, on citera le Précis de Géographie économique *de Horrabin, édité récemment par la* Révolution Prolétarienne, *manuel précieux que tout éducateur devrait avoir entre les mains.*

(Les Primaires)

⁂

Très peu de chiffres — trop peu; beaucoup d'idées — dans les croquis comme dans le texte ; idées souvent ingénieuses, originales et fécondes, fréquemment aussi contestables.

(La Cartographie scolaire)

⁂

La première partie de cet ouvrage, d'ordre vraiment sociologique et géographique, est intelligente et juste, en dépit de quelques observations trop étroitement ou trop sommairement tendancieuses; on y relève maintes constatations intéressantes.

G. WEULERSSE.

(Bulletin de la Société des Professeurs d'Histoire et de Géographie)